

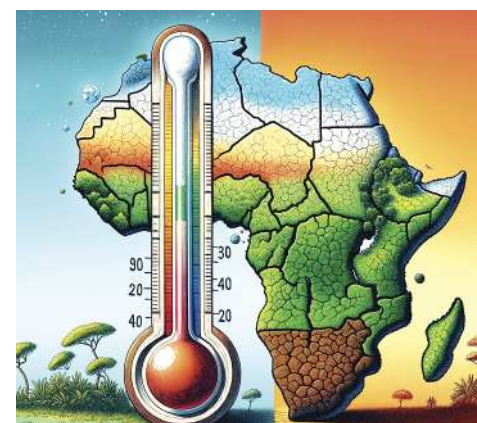
## VIANDES IMPORTÉES

# L'Etat va réguler les marges bénéficiaires

*Face à une production insuffisante dans la filière viande, les pouvoirs publics ont entrepris d'autoriser leur importation. En Algérie, qui dit importation, dit bénéfices hors normes. Et c'est dans ce contexte, que le ministre de l'Agriculture et du Développement, a révélé que son département ministériel prépare un projet de décret relatif portant plafonnement des marges bénéficiaires sur la vente vides viandes importées. P 3*



## CHANGEMENT CLIMATIQUE L'Algérie et le PNUD signent les documents d'appui



Le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie ont signé, ce mardi à Alger, le document de projet d'appui à l'élaboration du premier rapport biennal de transparence et du deuxième rapport biennal de transparence relatifs à la quatrième communication nationale

P 4

## ZITOUNI À TIZI OUZOU Investir dans les grands espaces commerciaux pour réguler le marché national

L'investissement dans les grands espaces commerciaux permet de réguler le marché national en termes de disponibilité et de stabilité des prix des produits, a déclaré mardi à Tizi-Ouzou, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, en visite de travail dans la wilaya.

P 5

## RAFFINERIE DE SUCRE TAFADIS L'entrée en exploitation à la fin 2024

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé, ce mardi à Boumerdès, que le complexe de raffinage de sucre de Tafadis, saisie par une décision définitive de la justice et acquise par le Groupe public Madar Holding, est fin prêt. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya de Boumerdès.

P 5

INSTITUT PASTEUR/SAIDAL

**Signature prochaine d'un  
accord de partenariat pour  
la production de vaccins P 2**

INSTITUT DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT  
DU MAGHREB ARABE (IFIDAS)

**Les efforts de développement  
de la culture financière doivent  
s'intensifier davantage P 3**

COOPÉRATION ALGÉRO-CHINOISE

**Une délégation de la  
province de Shaanxi  
séjourne à Alger P 5**

LE CIEL D’ALGÉRIE  
Théâtre de 4  
phénomènes  
astronomiques  
captivants ce  
mois d’avril

Le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG) a partagé sur sa page Facebook les prochains phénomènes célestes à observer en Algérie. En effet, durant le mois d'avril en cours, le ciel algérien sera le théâtre de plusieurs événements astronomiques captivants. Du spectacle des planètes convergentes à la beauté des météorites traversant l'obscurité, chaque nuit offrira aux observateurs une expérience inoubliable de l'univers. Préparez-vous donc à lever les yeux vers les étoiles et à vous émerveiller devant la grandeur du cosmos. De plus, le CRAAG a précisé les dates et les phénomènes à ne pas manquer dans le ciel algérien en avril. Convergences célestes, une expérience à ne pas manquer le 6 avril : date à laquelle les Algériens pourront admirer la lune se rapprocher de Saturne et de Mars, créant un tableau céleste enchanteur. Convergence de Saturne et Mars le 10 avril : qui promet un spectacle impressionnant alors que Saturne et Mars se rejoignent dans le firmament, et ce en offrant une vision saisissante de l'horizon. Approche de la comète « Ponce-Brooks » le 20 avril : qui marquera un événement remarquable avec l'approche de la comète « Ponce-Brooks » près du soleil, un phénomène rare à ne pas manquer. Observation des météorites le 21 avril sera une nuit spéciale pour les observateurs du ciel en Algérie, car ils auront la possibilité d'admirer une pluie de météorites illuminant l'obscurité.

BENBRAHAM PRÉSIDENT DE L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

# Appel à une prise de conscience de la société civile des défis futurs

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbrahem, a souligné, mardi à Djanet, la nécessité de renforcer la conscience sociétale pour faire face aux défis futurs.

Intervenant lors d'une rencontre tenue en marge de sa visite dans la wilaya, en présence des autorités locales, élus locaux des wilayas de Djanet et Illizi, ainsi que des représentants du mouvement associatif, M. Benbrahem a mis en avant "la nécessité de renforcer la conscience sociétale nationale à travers la construction d'une société civile dynamique et efficace susceptible de faire face aux défis futurs et aux tentatives visant à porter atteinte à notre pays". Il a, à cette occasion, indiqué que l'ONSC s'engage à consolider l'appartenance à la nation et au tissu social, et reste à l'écoute des préoccupations des citoyens, signalant que "cette instance constitue un mécanisme important pour regrouper les associations qui figurent parmi les principales composantes de la

société". M. Benbrahem a, dans ce sillage, plaidé pour unifier les activités associatives et les généraliser à travers le pays, avant de souligner que l'ONSC s'attèle à donner une véritable dynamique au développement et bâtir la confiance pour améliorer la gouvernance locale, tout en assurant l'accompagnement et le soutien nécessaires aux différentes associations dans le but de parvenir à un développement durable au niveau local. Le même intervenant a mis en exergue, par ailleurs, l'importance d'impliquer la société civile dans la transition numérique, appelant toutes les parties concernées à promouvoir la formation des jeunes élites qui doivent assumer leur rôle dans la société, conformément à la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, qui

accorde un intérêt particulier aux jeunes. De son côté, le wali de Djanet, Benabdallah Chaib Eddour, a mis en relief l'importance accordée par les hautes autorités du pays à la construction d'un mouvement associatif "efficace" apte à assumer ses responsabilités, estimant que "la société civile est devenue aujourd'hui une force de proposition et un partenaire efficient dans le développement local". Répondant aux préoccupations soulevées par des représentants de la société civile sur diverses questions liées notamment à l'emploi, l'habitat, la jeunesse, la santé, l'agriculture, le tourisme, l'artisanat et le développement des régions frontalières, M. Benbrahem a affirmé qu'un rapport détaillé sur l'ensemble des préoccupations sera soumis au Président de la République.

FINANCES

## Présentation d'une nouvelle application dédiée à la préparation du budget de l'Etat

Une nouvelle application dédiée à la préparation du budget de l'Etat a été présentée, mardi à Alger, lors d'une réunion de travail qui s'est déroulée sous la présidence du ministre des Finances, M. Laaziz Faid, en présence des cadres de la Direction générale du Budget, a indiqué un communiqué du ministère des finances. Cette nouvelle application "IADAD" dédiée à la préparation du budget de l'Etat, conformément aux dispositions de la Loi organique re-

lative aux lois de finances 18-15, vise à moderniser et à améliorer le processus d'élaboration du budget de l'Etat, a précisé la même source. Cette application se compose de trois modules principaux : les demandes budgétaires, les propositions budgétaires et les documents et volumes budgétaires. Son développement a pour but d'automatiser le processus de préparation du budget et de fournir des données consolidées en temps réel, notamment en ce qui concerne les états

des mouvements des crédits, les RPP et les tableaux comparatifs, a ajouté le ministère assurant que sa mise en place représente "une avancée significative dans la numérisation du système budgétaire, permettant une gestion plus efficace et transparente des ressources financières de l'Etat". Cette application contribuera, également, à renforcer la gouvernance financière et à garantir une meilleure allocation des fonds publics, est-il mentionné dans le communiqué, tout en annonçant

l'organisation dans les prochains jours d'une série de formations en interne ainsi qu'au sein des autres départements ministériels afin d'assurer une appropriation optimale de l'application par l'ensemble des acteurs intervenants dans le processus d'élaboration du budget de l'Etat. Des manuels d'utilisation et des guides de procédure seront aussi établis pour accompagner la mise en œuvre effective de cette nouvelle application, a fait savoir le ministère.

INSTITUT PASTEUR/SAIDAL

## Signature prochaine d'un accord de partenariat pour la production de vaccins

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saihi a fait état mardi de la signature "prochaine" d'un accord de partenariat entre l'Institut Pasteur et le groupe Saïdal pour la production de vaccins. S'exprimant lors d'une visite d'inspection qu'il a effectuée à l'Institut Pasteur à Dely-Ibrahim (Alger), le ministre a précisé que cet accord permettra la fabrication du vaccin anti-grippal

dans un premier temps avant d'élargir le champs de partenariat aux vaccins pour enfants. Cette convention, ajoute M. Saihi, intervient "en application des instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune à l'effet de promouvoir l'économie nationale", ajoutant que "l'objectif est d'assurer la sécurité sanitaire et de s'affranchir de l'importation des médicaments".

Le ministère s'attèle en vertu dudit accord à la production de pas moins de 50% des besoins en matière de vaccins au niveau local, selon M. Saihi qui a mis l'accent sur l'impératif d'ériger l'institut Pasteur en "noyau de production et de développement des vaccins". Il a en outre souligné l'importance de la numérisation au niveau de l'institut Pasteur pour ériger ce dernier "en pôle

contribuant au développement de la recherche scientifique et la création de la richesse". Le ministre a appelé par la même à "la création de filiales à travers tout le territoire national, notamment dans le Sud". Pour sa part, le président directeur général (PDG) de Saïdal a déclaré que le premier vaccin produit en vertu de cet accord sera prêt en mois de juillet prochain.

Quotidien economique

Les Enjeux  
*Eco*

Edité par la  
SARL  
Les enjeux Eco  
Tel: 06 98165554

Gérant  
Belmihoub  
Abdelaziz

Directeur de  
publication  
Radji Zahir

Siège social  
03,Rue Ali Boumendjel  
Square Port Said , Casbah  
email: [lesenjeuxeco@gmail.com](mailto:lesenjeuxeco@gmail.com)

ccb : BDL 005  
001700000003889 09

Impression  
Centre : SIA

Distribution  
Centre:  
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité»  
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger  
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42  
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77  
E-mail: [agence.regie@anep.com.dz](mailto:agence.regie@anep.com.dz)  
[Programmation.regie@anep.com.dz](mailto:Programmation.regie@anep.com.dz)  
[agence.oran@anep.com.dz](mailto:agence.oran@anep.com.dz)  
[agence.annaba@anep.com.dz](mailto:agence.annaba@anep.com.dz)  
[agence.ovargla@anep.com.dz](mailto:agence.ovargla@anep.com.dz)  
[agence.constantine@anep.com.dz](mailto:agence.constantine@anep.com.dz)

VIANDES IMPORTÉES

# L'Etat va réguler les marges bénéficiaires

Face à une production insuffisante dans la filière viande, les pouvoirs publics ont entrepris d'autoriser leur importation. En Algérie, qui dit importation, dit bénéfices hors normes. Et c'est dans ce contexte, que le ministre de l'Agriculture et du Développement, a révélé que son département ministériel prépare un projet de décret relatif portant plafonnement des marges bénéficiaires sur la vente vides viandes importées.

Par Réda Hadi

Cette mesure, a été prise selon le Ministre en charge de ce secteur, dans un souci de régulation du marché et des prix. En effet, cela permettra « de stabiliser les prix » et « d'assurer l'approvisionnement des citoyens en ce produit (viande importée) à des prix abordables ». Effectivement, beaucoup de citoyens et d'économistes, disent que l'importation de viandes rouges a fait couler beaucoup d'encre et enrichi certains. Or les pouvoirs publics conscient de ce problème, vont y mettre le holà avec cette mesure très appréciée par le citoyen. Si cette mesure est fortement appréciée donc, elle reste un tant soit peu, contestée par le président du Conseil professionnel commun de la filière viande rouge en Algérie. En effet, celui-ci estime que le problème en soi réside à l'arrêt des importations de broutards, ces jeunes veaux destinés à l'engraissement. Et d'expliquer que cette année est particulière, car d'habitude, ils anticipent le Ramadan en préparant l'engraissement des veaux pour qu'ils soient prêts à temps. Mais cette année, les étables sont vides. Il ne nous a pas été permis d'importer des veaux à engraisser. Aujourd'hui, toute la filière des engraisseurs est à l'arrêt. Aucun engraisseur

n'a acheté de veaux. Cette situation a aggravé le manque, obligeant les pouvoirs publics à parer au plus pressé et autoriser l'importation de viande fraîche. Certes avec une marge bénéficiaire contrôlée, il sera difficile de spéculer, mais disent certains, n'aurait-il pas été mieux de produire localement ? Des cadres du Ministère de l'agriculture, assurent, que cela a été pris en compte lors de la prise de décision d'importer, faute d'une production locale suffisante à la hauteur des attentes. Et ce d'autant plus que des mesures ont été prise pour la filière engraissement. Des économistes soulignent que plusieurs facteurs contribuent à cette pénurie de veaux en Algérie. Tout d'abord, une taxe de 30 % à l'importation de bovins sur pieds est toujours imposée aux importateurs algériens, ce qui rend ces opérations coûteuses. En outre, la maladie hémorragique épizootique (MHE) qui sévit en France, en Italie et en Espagne a conduit les services vétérinaires algériens à interdire toute importation de bovins sur pieds depuis la France. La MHE, bien que préoccupante, est gérée par des soins vétérinaires appropriés, mais cette mesure de précaution a affecté les importations algériennes. Face à ce défi urgent à cause du Rama-

dhan il fallait donc importer de la viande fraîche. Aussi, estiment-ils que réguler les marges bénéficiaires est une bonne chose, et freinera la spéculation et certains appétits féroces. Ceux-ci précisent aussi, que le réseau de distribution, joue un rôle important, pour la fluidité du produits, associé à un contrôle rigoureux des importateurs. Dans le contexte de cette mesure, notons qu'en octobre 2023, le ministère avait annoncé qu'en plus de la détermination de la marge bénéficiaire pour les légumes secs, il sera question du plafonnement des prix des viandes. Dans un autre point d'idées, et abordant le recensement général de l'agriculture, qui sera lancé le 19 mai, le ministre a indiqué que ce sera « une occasion pour connaître les capacités nationales et identifier les besoins du pays » afin de servir l'agriculteur et l'économie nationale. Il a également souligné que la relance de plusieurs domaines liés au secteur agricole, tels que l'industrie manufacturière, est liée au suivi des données scientifiques et des capacités exactes du secteur, qui seront fournies par le recensement agricole. A cet égard, il a sommé les agriculteurs et les éleveurs à s'engager dans cette démarche et à coopérer pour la réussite de l'opération.

EL BAYADH

## Saisie de 60 quintaux de farine et de blé dur destinés à la spéculation

Les éléments de la sûreté de daïra de Rogassa, dans la wilaya d'El Bayadh, ont saisi 60 quintaux de farine et de blé dur, destinés à la spéculation. Le communiqué de la Sûreté de la wilaya d'El Bayadh, a indiqué ce mercredi que l'opération, lancée sur la base d'une information indiquant qu'un camion avait traversé la ville d'El -Bayadh contenant une grande quantité de farine et de blé subventionnés par l'État, a donné lieu à l'arrestation de plusieurs personnes pour leur implication présumée dans des pratiques commerciales illégales. Et suite à l'arrêt et la fouille du camion, une quantité importante de farine concassée, camouflée entre le maïs et l'orge, a été trouvée. Après contrôle du matériel saisi par les services techniques de l'agriculture et la Direction du Commerce, il a été constaté qu'il s'agissait de farine mélangée avec le son de blé. Les prévenus sont inculpés pour spéculation illégale, pratiques commerciales frauduleuses et atteinte à l'économie nationale.

## RISQUES DE LA ROUTE La DGSN sensibilise les conducteurs sur de longs trajets

La Direction Générale de la Sûreté Nationale a lancé la troisième phase de la campagne de sensibilisation au profit des conducteurs de longs trajets. Le communiqué de la DGSN, rappelle que la campagne se poursuivra jusqu'au deuxième jour de l'Aïd El-Fitr, au niveau de la gare routière de Kharouba (Caroubier) à Alger. Au cours de la campagne, des conseils et consignes dispensés, notamment sur le dépassement de vitesse autorisée, la nécessité de contrôler le véhicule avant de prendre la route, la présence d'un deuxième chauffeur pour une conduite alternée si la distance dépasse 600 km et la pause lorsque la conduite dépasse 4 heures pour les conducteurs d'autobus, de taxis et de poids lourds de tous types. La DGSN a également appelé les usagers de la voie publique à respecter le Code de la route et à faire attention au volant, mais également à l'utilisation de ses canaux de communication officiels, à savoir le 1548 et l'application « Allo Chorta ».

INSTITUT DE FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT DU MAGHREB ARABE (IFIDAS)

## Les efforts de développement de la culture financière doivent s'intensifier davantage

La nécessité d'intensifier les efforts visant le développement de la culture financière en Algérie a été soulignée, à Alger, par plusieurs acteurs du secteur financier national, dans le but de hisser l'inclusion financière. Lors de la rencontre annuelle pour l'Iftar collectif organisée mardi soir par l'Association des diplômés de l'Institut de financement du développement du Maghreb arabe (Ifidas), après ouverture du débat par le président de l'association Ahmed Haftari, plusieurs acteurs du secteur financier algérien ont formulé des propositions pour oeuvrer efficacement au développement de la culture financière auprès des citoyens. Ainsi, le secrétaire général de l'Association des banques et établissements fi-

nanciers (ABEF), Rachid Belaid, a évoqué l'intérêt de la mise en place d'un observatoire consacré à l'inclusion financière, ouvert aux banquiers et assureurs nationaux, afin de discuter des possibilités et des pratiques liées au développement de l'épargne, notamment au niveau éducatif. Le responsable au sein de l'ABEF a également annoncé la préparation de plusieurs activités, dans le cadre de la promotion de la culture financière, lors de la Journée arabe pour l'inclusion financière, célébrée le 27 avril de chaque année. Il s'est félicité de l'engagement des autorités et des acteurs nationaux de la finance dans le cadre du programme dédié à la généralisation de la culture fi-

nancière à travers de nombreuses actions. Pour sa part, le PDG de la compagnie d'assurance SAA, Nacer Sais, a mis en avant l'intérêt pour les entreprises du secteur assurantiel de collaborer plus étroitement afin de contribuer à l'inclusion financière, en s'appuyant notamment sur la promotion de la culture financière, tout en améliorant le fonctionnement de ces entreprises et leur gouvernance. M. Sais a appelé aussi à la mise en place d'un encadrement législatif, muni d'un cadre prudentiel, permettant aux entreprises du secteur de hisser leur taux de contribution au niveau de l'économie nationale. Il a ainsi salué la préparation du projet

de loi sur les assurances qui devrait instaurer une autorité de contrôle du secteur des assurances, notamment afin d'encadrer la concurrence et inciter les acteurs de la place à s'orienter vers plus d'innovation au service de la clientèle. De son côté, le directeur général adjoint de la Banque nationale de l'habitat (BNH), Mohammed Tayeb Bouacha, a souligné l'importance de la bancarisation des jeunes. Il a plaidé en faveur de la mise en place de guichets uniques au niveau des universités du pays afin de permettre aux étudiants, porteurs de projets, de se financer plus facilement et de manière plus efficiente, dans le cadre du rapprochement entre les institutions financières et les jeunes porteurs de projet.

DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Trois secteurs conviés à une table ronde

L' 'Autorité nationale pour la protection des données à caractère personnel (ANPDP) s'est réuni, ce mercredi, avec les représentants des secteurs de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Éducation nationale, et de la Formation et de l'enseignement professionnels. Cette réunion s'inscrit dans la continuité du cycle de tables rondes animées par l'ANPDP dans le cadre de la mise en œuvre d'une approche participative avec l'ensemble des responsables de traitement de ces données et visant à garantir les droits des individus et la protection de leur vie privée, indique un communiqué de cette instance. Cette rencontre intervient, également, en application des « dispositions de la loi 18-07 du 10 juin 2018 relative à la protection des personnes physiques dans le traitement des données à caractère personnel, notamment l'article 49 permettant à l'ANPDP de procéder aux investigations requises par des constatations dans des locaux et lieux où a eu lieu le traitement des données à caractère personnel », est-il mentionné dans le communiqué. Avec l'évolution des technologies de l'information et de la communication, la circulation, l'utilisation et le stockage des données personnelles sont devenus plus larges et plus faciles,. Ce qui nécessite la mise en place des normes juridiques, organisationnelles et techniques pour garantir la protection de ces données des dangers et des violations, soulignait, dans son message, Samir Bourehil, président de l'ANPDP.

AÏD EL-FITR 2024 EN FRANCE

Le CFCM révèle la date du premier jour

Le Ramadan est un moment majeur de l'année pour la communauté musulmane. Au-delà de l'abstinence de la nourriture de l'aube jusqu'au coucher du soleil, ce mois sacré est aussi marqué par une multitude de traditions et de moments importants, dont les dates sont très attendues par les musulmans. Quand s'achève le Ramadan cette année ? une question à laquelle le Conseil français de culte musulman a répondu dans un nouveau communiqué.

La date du premier jour de l'Aïd El-Fitr connue en France

Dans un communiqué mis en ligne le lundi 1<sup>er</sup> avril 2024, le CFCM a donné une date de fin du mois sacré. En effet, le Conseil français de culte musulman a fait savoir que « conformément aux données scientifiques, la conjonction de la nouvelle lune du mois de Chawal 1445H aura lieu le 8 avril 2024 à 20 h 21 (heure de Paris). Selon les critères de calcul adoptés par le CFCM en 2013, la visibilité de la nouvelle lune sera impossible le même jour, partout dans le monde« . Par conséquent, le CFCM annonce que le mercredi 10 avril 2024, sera le premier jour de l'Aïd El Fitr de l'année 1445H, lit-on dans le communiqué en question. Par ailleurs, il est important de rappeler que la date officielle de cette fête religieuse sera annoncé à l'issue de la nuit du doute qui sera observée au niveau de la Grande Mosquée de Paris.

Voici le montant de la Zakat el-Fitr en France

Dans un précédent communiqué, la Grande Mosquée de Paris a fixé le montant minimum de la Zakat el -Fitr, cette automne obligatoire à verser aux plus nécessiteux avant la prière de l'Aïd. La Grande Mosquée de Paris informe ses fidèles que le montant de la Zakat est fixé cette année à hauteur de 7 euros, par personne à charge. Par ailleurs, le montant de la Fidyah minimum est, quant à lui, arrêté à hauteur de cinq euros, par jour de compensation.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'Algérie et le PNUD signent les documents d'appui

Le ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables, le ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie ont signé, ce mardi à Alger, le document de projet d'appui à l'élaboration du premier rapport biennal de transparence et du deuxième rapport biennal de transparence relatifs à la quatrième communication nationale, dans le cadre de la Convention des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de l'Accord de Paris. La cérémonie de signature s'est déroulée en présence de la ministre de l'Environnement et des Énergies renouvelables, Fazia Dahlab, d'un représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, du résident permanent du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie, des membres du Comité national multisectoriel sur le climat et d'un certain nombre d'experts. L'élaboration des rapports de transparence pour les communications nationales sur le changement climatique met

en évidence l'importance que l'Algérie accorde au respect de ses engagements pour atteindre les objectifs de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et de l'Accord de Paris, d'autant plus que « l'Algérie vise à développer un plan national d'adaptation au changement climatique », selon les explications fournies. Ce plan national priorise la protection des populations et la préservation des ressources naturelles et des infrastructures de base contre les risques de catastrophes majeures, en qualifiant la sécheresse en tant que phénomène climatique et la désertification comme un risque majeur. Dans une allocution prononcée à cette occasion, Mme Dahlab a mis en exergue l'importance du respect des échéances et des engagements internationaux, d'autant plus que les deux rapports doivent être remis « avant la fin de cette année », soulignant « l'urgence » du processus qui nécessite « un démarrage réel et rapide des travaux d'élaboration de ces rapports ». La ministre a rappelé les trois rapports

(premier rapport de transparence, troisième communication nationale, rapport d'inventaire national), soumis par son département ministériel à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), en date du 23 décembre 2023. « L'Algérie s'engage à contribuer aux efforts mondiaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre et est déterminée à lutter contre les changements climatiques, qui constituent l'une des priorités du programme du président de la République, notamment à travers la transition énergétique et écologique, dont les piliers sont l'efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables et la diversification des ressources biologiques » a mis en avant la ministre. Dans ce contexte, elle a rappelé que le gouvernement met en œuvre le Plan national climat adopté en 2019, qui comprend 155 projets visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à s'adapter aux effets négatifs du changement climatique et à soutenir la gouvernance climatique.

RAFFINERIE DE SUCRE TAFADIS

L'entrée en exploitation à la fin 2024

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé, ce mardi à Boumerdès, que le complexe de raffinage de sucre de Tafadis, saisie par une décision définitive de la justice et acquise par le Groupe public Madar Holding, est fin prêt. Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite d'inspection dans la wilaya de Boumerdès, le ministre a salué la « volonté » des responsables du projet de lancer prochainement les premiers essais de production et d'entamer la phase de production et de commercialisation proprement dite avant la fin de l'année en cours. A cet égard, Ali Aoun a appelé à la « mobilisation de tous » pour parachever la réalisation et la commercialisation des produits de ce complexe vital qui, avec l'usine de production d'huile végétale de Jijel, en cours de réalisation, s'inscrit dans le cadre de la consécration de la « stratégie nationale de sécurité alimentaire ». Deux projets sur lesquels l'Etat compte beaucoup pour assurer l'indépendance dans l'approvisionnement de ces deux produits de base. Qualifiant le projet de « vital et prometteur » au regard du volume de production de l'entreprise et de « la technologie et la modernité » dont il est équipé pour la fabrication et le raffinage du sucre, le ministre a précisé que ce complexe, construit sur une superficie de 14 hectares extensible, a une capacité de production de 2.000 tonnes par jour de diff-

rents types de sucre et permettra la création de 1.200 postes d'emploi. « Des travaux sont en cours pour doter le parc industriel de Larbaâ-

tache d'une institution spécialisée dans la gestion moderne de cette zone », a révélé Ali Aoun, ajoutant que cette « zone vitale devrait être entiè-

rement sécurisée et clôturée pour la protéger », appelant les responsables à « rattraper certains retards dans le processus de développement ».

Dernière composition de DZAIRINDEX

| Valeur              | Ouv     | Clôture | Var % | Cap.flottante  |
|---------------------|---------|---------|-------|----------------|
| ALLIANCE ASSURANCES | 430,00  | 430,00  | 0,00  | 1 241 503 310  |
| BIOPHARM            | 2300,00 | 2305,00 | 0,22  | 11 766 806 025 |
| EGH EL AURASSI      | 450,00  | 450,00  | 0,00  | 540 000 000,00 |
| SAIDAL              | 499,00  | 499,00  | 0,00  | 998 000 000    |

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات  
MINISTÈRE DU COMMERCE  
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية  
MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE  
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 02 افريل 2024 الموافق لـ 23 رمضان 1445  
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 02 Avril 2024 (le 23 Ramadan 1445)

| Produits                   |                       | Prix du détail <sup>1</sup> |                 | اسعار التجزئة   |                    | المنتجات                       |
|----------------------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------|-----------------|--------------------|--------------------------------|
|                            |                       | DA / Kg                     | د ج / كتغ       |                 |                    |                                |
|                            |                       | معدل<br>Moyenne             | اعلى<br>Maximum | النى<br>Minimum |                    |                                |
| Légumes frais              | Pomme de terre        | 82                          | 94              | 71              | البطاطا            | مطبخ طازجة                     |
|                            | Tomate                | 96                          | 109             | 83              | الطماطم            |                                |
|                            | Oignon sec            | 84                          | 91              | 77              | البصل الجاف        |                                |
|                            | All sec               | 487                         | 567             | 407             | الثوم الجاف        |                                |
|                            | Carotte               | 74                          | 84              | 65              | الجزر              |                                |
|                            | Navet                 | 77                          | 86              | 69              | لفت                |                                |
|                            | Chou-fleur            | 84                          | 93              | 74              | قرنبيط             |                                |
|                            | Choux                 | 65                          | 74              | 57              | كرنب               |                                |
|                            | Courgette             | 74                          | 84              | 64              | الكوسة             |                                |
|                            | Haricot vert          | 401                         | 431             | 371             | الفاصولياء الخضراء |                                |
| Laitue                     | 102                   | 115                         | 89              | الخس            |                    |                                |
| Fruits frais               | Pomme locale          | 460                         | 566             | 353             | التفاح المحلي      | فواكه طازجة                    |
|                            | Datte                 | 560                         | 692             | 427             | التمر              |                                |
|                            | Orange                | 142                         | 172             | 113             | البرتقال           |                                |
|                            | Citron                | 150                         | 171             | 128             | الليمون            |                                |
|                            | Banane                | 423                         | 438             | 407             | الموز              |                                |
| Produits d'origine animale | Viande bovine locale  | 1708                        | 1826            | 1589            | لحم البقر المحلي   | المنتجات ذات<br>الأصل الحيواني |
|                            | Poulet de chair       | 483                         | 495             | 471             | الدجاج             |                                |
|                            | Œufs (Unité)          | 18                          | 19              | 17              | البيض (وحدة)       |                                |
|                            | Lait de vache (Litre) | 95                          | 100             | 90              | حليب البقر (لتر)   |                                |

ZITOUNI À TIZI OUZOU

# Investir dans les grands espaces commerciaux pour réguler le marché national

*L'investissement dans les grands espaces commerciaux permet de réguler le marché national en termes de disponibilité et de stabilité des prix des produits, a déclaré mardi à Tizi-Ouzou, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni, en visite de travail dans la wilaya.*

Le ministre qui a visité certains espaces commerciaux, dont le marché de gros de Tizi-Ouzou appartenant à un privé, et le marché de proximité ouvert par les autorités locales à l'occasion du mois de Ramadhan, a indiqué que "la réalisation de grandes surfaces commerciales, de plateformes de distribution et de centrales d'achat, permet de maîtriser les prix". Il a ajouté que l'Etat "encourage les particuliers à investir dans la création de grands marchés et espaces de production, commercialisation, distribution et vente, qui vont permettre de réduire au minimum le nombre d'intervenants dans la chaîne de distribution, afin de maîtriser les prix tout au long de l'année, au profit aussi bien de l'agriculteur que du consommateur". Dans le même sillage, et abordant le prix de la banane qui a flambé ces derniers temps, dépassant les 450 DA le kilo voir plus par endroits, M. Zitouni a lancé un appel à la raison à ceux qui sont derrière cette hausse tout en mettant en garde que "des mesures réglementaires seront engagées contre les spéculateurs, dont le retrait de l'autorisation d'importation de ce produit", ajoutant que ces spéculateurs "sont sous le coup de la loi contre la spéculation illicite". Faisant le bilan de l'activité des marchés de proximité ouverts à travers le territoire national à l'occasion du mois de ramadhan et de l'approvision-



nement du marché en produits de large consommation afin d'assurer au citoyen des produits à des prix abordables et éviter d'éventuelles pénuries, le ministre a estimé que "95% des objectifs tracés par son département ont été atteints". Il a salué, à l'occasion, l'adhésion des opérateurs économiques, des commerçants, artisans et autres producteurs, dans cette démarche. M.Zitouni s'est également rendu au marché de gros des fruits et légumes sis à la Rocade sud et ouvert par un privé. Ce grand espace commercial emploie

150 travailleurs, et s'approvisionne à partir de 14 wilayas en divers produits à raison de 1.000 à 1.500 tonnes/jour. Il alimente, outre la wilaya de Tizi-Ouzou, les wilayas de Bejaia, Bouira, Bumerdes et Alger. Le ministre a aussi visité la laiterie Tasili de la commune de Draa Ben Khedda, principal fournisseur de la wilaya de Tizi-Ouzou en lait pasteurisé en sachet subventionné, dotée d'une capacité de production de 500.000 litres de lait/Jour et qui met sur le marché 275.000 litres de lait/Jour.

ÄID EL-FITR 2024

## Plus de 51.000 commerçants devront assurer la permanence

Le ministre du Commerce et de la Promotion des Exportations, Tayeb Zitouni, annonce la mobilisation de plus 51 000 commerçants pour garantir la permanence pendant les vacances de l'Aïd el-Fitr, lors d'une visite ministérielle dans la région de Tizi Ouzou. En effet, afin de garantir l'approvisionnement en produits alimentaires divers, le ministre du Commerce a annoncé que 51 282 devraient assurer la permanence durant les 3 jours de l'Aïd el-Fitr. De plus, il a révélé que 2540 agents de contrôle sont déployés sur tout le territoire national pour suivre la mise en œuvre des programmes de perma-

nence, en soulignant la mobilisation de 483 unités de production, dont 127 laiteries, 312 moulins et 44 unités de production d'eau minérale. Il est important de noter que ces mesures visent à assurer la disponibilité des produits et à éviter toute spéculation pendant les fêtes, et à garantir l'approvisionnement continu en produits de base essentiels. Quel sera le premier jour de l'Aïd el-Fitr ? Le Centre International d'Astronomie annonce que le premier jour de l'Aïd el-Fitr sera le mercredi 10 avril prochain dans la plupart des pays. Cependant, l'Inde et le Bangladesh pourraient célébrer l'Aïd el-Fitr le jeudi 11

avril 2024. Le directeur du Centre, Mohammed Choukat Ouda, a expliqué que les pays ayant débuté le jeûne le lundi 11 mars observeront le croissant lunaire le lundi 8 avril. D'autres pays, dont la Jordanie, l'Indonésie, et la Malaisie, débutant le jeûne le mardi 12 mars, observeront le croissant le mardi 9 avril. Pour les pays où l'observation du croissant est prévue le lundi 8 avril, le directeur a souligné l'impossibilité de le voir en raison de sa visibilité limitée avant le coucher du soleil. Ainsi, ces pays compléteront trente jours de jeûne, célébrant l'Aïd el-Fitr le mercredi 10 avril.

### COOPÉRATION ALGÉRO-CHINOISE

#### Une délégation de la province de Shaanxi séjourne à Alger

Une délégation du gouvernement de la province de Shaanxi séjourne depuis quelques jours à Alger pour explorer des projets de coopération et de partenariat entre l'Algérie et la Chine, profitant de la dynamique créée par la visite effectuée, en juillet dernier en Chine, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et sa rencontre avec le président chinois, M. Xi Jinping. La visite de la délégation chinoise a pour objectif "de mettre en œuvre le consensus important" entre les chefs d'Etat des deux pays afin "de renforcer davantage les échanges et la coopération avec l'Algérie au niveau local", et de permettre à la coopération bilatérale "d'atteindre de nouveaux résultats", a déclaré le Secrétaire du comité politique et juridique du Parti communiste chinois de cette province, Liu Qiang, lors d'une conférence de presse, organisée au siège de l'ambassade de Chine à Alger. M. Liu Qiang a également rappelé les relations historiques entre l'Algérie et la Chine, liées par un partenariat stratégique global, et un engagement des présidents des deux pays "à approfondir la coopération dans le cadre de la vision d'une +Nouvelle Algérie+ et de l'initiative +la Ceinture et la Route+" notamment dans les domaines de la construction automobile, l'aérospatiale, l'agriculture, la culture et du tourisme. L'Algérie et la Chine "sont engagées dans une coopération mutuellement bénéfique dans de nombreux domaines et sont devenues des partenaires stratégiques", a souligné le responsable chinois, en appelant les hommes d'affaires et les industriels algériens à créer des projets de coopération et à nouer des partenariats dans cette province, jadis point de départ de Route de la soie. Située au centre de la Chine, cette province possède de grandes ressources agricoles, une industrie agroalimentaire moderne et une université spécialisée dans la recherche agricole. Un des principaux berceaux de la civilisation chinoise, Shaanxi est un véritable pôle de la recherche scientifique et technologique, avec plus de 110 établissements d'enseignement supérieur, plus de 1.500 institutions de recherche scientifique de différents types, qui ont facilité l'émergence d'une véritable industrie de la haute technologie. Elle accueille aussi des expositions de marque telles que l'Exposition internationale de la route de la soie, le Forum économique euro-asiatique, la Foire des hautes technologies agricoles et la Conférence mondiale des entrepreneurs du Shaanxi. La délégation chinoise, en visite en Algérie, mise sur l'exploitation de ces atouts pour créer des opportunités d'affaires au profit des deux pays à travers un partenariat gagnant-gagnant.

PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES ZONES PÉRIPHÉRIQUES DE TOUGGOURT

Un taux d'avancement de plus de 50%

Le projet de Sonatrach pour le développement des zones périphériques de Tougourt a atteint un taux d'avancement de plus de 50%, prévoyant la réalisation de nombreuses infrastructures pour l'exploitation des gisements pétroliers situés dans ces régions, a indiqué, mardi, un communiqué du groupe public. Le projet est l'une des infrastructures énergétiques visitées, lundi, par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, qui s'est rendu dans la wilaya de Tougourt, accompagné d'une délégation comprenant le P-dg de Sonatrach, Rachid Hachichi.

Le programme de cette visite ministérielle prévoyait l'inspection de l'installation de production primaire "RAMA2", un des projets de développement les plus importants qui vise l'exploitation des gisements voisins, dotée récemment d'une deuxième chaîne de production.

L'installation en question a été réalisée dans le cadre du projet de développement des zones périphériques de Tougourt.

A cette occasion, le ministre a écouté un exposé technique sur le projet de développement des zones périphériques, à même d'apporter "un plus en termes de production" pour Sonatrach, avec un taux d'avancement des travaux de 50%, ajoute le communiqué.

Le projet est conçu pour la prise en charge de la production actuelle et future du pétrole avec une capacité de 80 000 barils/jour d'huiles et 2,2 millions m3 de gaz, grâce au raccordement de 60 puits et à l'élargissement du réseau de collecte.

Le projet de développement des zones périphériques de Tougourt repose sur la réalisation d'un réseau pour le raccordement des gisements voisins aux unités de production primaire "RAMA1" et "RAMA2", en vue de l'acheminement de leur production par pipelines vers les installations de Hassi Messaoud, où elle est soumise au traitement final.

A cet effet, un pipeline pour le transport du pétrole d'une longueur de 106 km a été mis en service provisoire en Avril 2022 et un autre pipeline pour le transport du gaz, d'une longueur de 113 km, a été mis en service provisoire en décembre 2023.

Le projet enregistre actuellement "une dynamique accélérée", notamment après l'entrée en service de trois (3) unités de compression, ayant permis la récupération et la valorisation d'un (1) million de mètres cubes de gaz associés par jour, qui sont dirigés vers les unités de traitement final de Hassi Messaoud.

En outre, Sonatrach a souligné dans son communiqué "l'importance stratégique" accordée à ce projet de développement qui contribue à la récupération de l'ensemble des gaz torchés, conformément à la stratégie de la compagnie visant à réduire l'empreinte carbone de ses activités. "La réalisation du projet de développement des zones périphériques de Tougourt a été confiée aux filiales de Sonatrach, à savoir : la Société algérienne de réalisation de projets industriels (SARPI), l'Entreprise nationale de grands travaux pétroliers (ENGTP) et la Société nationale de génie civil et bâtiment (GCB), dans le cadre de la politique visant à soutenir le contenu local et contribuer à la réduction des coûts des projets", conclut le communiqué.

SIDI BEL-ABBES

# Activité intense au vieux marché de «Graba» au mois du Ramadhan

Le vieux marché de "Graba", situé au centre-ville de Sidi Bel-Abbes, connaît une activité intense depuis sa réouverture au mois de Ramadhan courant.

De nombreux citoyens y affluent pour s'approvisionner en fruits et légumes et différentes denrées alimentaires prisées durant le mois sacré. Les chemins et accès menant à ce marché situé au quartier "Emir Abdelkader" sont encombrés à cause de la grande affluente de citoyens, venus faire leurs emplettes dans ce marché, qui propose une variété de produits à des prix concurrentiels. Ce vieux souk, rouvert à la veille du mois du Ramadhan, a fait l'objet d'une vaste opération de réfection, qui a touché l'étage supérieur, pour un coût de 28 millions de dinars, ce qui a permis aux commerçants qui détiennent des contrats de location avec les services de la commune, de revenir à leurs locaux, après près de trois années de fermeture suite à un incendie ayant dévasté quasi totalement la partie supérieure du marché. La réouverture du marché de Graba a suscité le contentement des commerçants, qui se voient offrir un espace décent pour la relance de leurs activités commerciales coïncidant avec le mois de Ramadhan.

Ils ont valorisé les travaux réalisés au premier étage, notamment le raccordement aux réseaux d'alimentation en eau potable, d'assainissement, d'électricité et du gaz, suivant les normes, ce qui a amélioré leurs conditions de travail.

Le président de l'Assemblée populaire communale de Sidi Bel-Abbès, Miloud Gharbi a affirmé que cette infrastructure commerciale, un bien communal constituant une destination privilégiée des habitants de la ville et de ses alentours, connaît une nette

amélioration en matière de gestion, notamment après sa réfection, offrant aux commerçants un cadre de travail opportun et aux consommateurs un espace agréable. La Direction du commerce et de promotion des exportations a, pour sa part, mobilisé pour le mois sacré, des agents pour contrôler régulièrement les commerces et les denrées qu'ils proposent et veiller au respect des lois en vigueur, dans un souci de protéger le citoyen, a-t-on fait savoir. Cet espace commercial se distingue, en plus, par une place stratégique au cœur de la capitale de la Mekerra, ce qui pousse les clients à s'y rendre, notamment pour sa proximité de différents services et de souk "Tahtaha", un des plus anciennes places, où on peut trouver toutes sortes de produits, dont les vêtements, les chaussures et les denrées alimentaires.

L'ancienne place "Tahtaha", un marché populaire qui préserve sa notoriété

La place "Tahtaha" est l'une des anciennes places à Sidi Bel-Abbès, située au cœur de la vieille cité à proximité du quartier populaire "Graba". Elle est connue pour avoir abrité en son sein un marché populaire jouissant, dans un passé récent, d'une touche particulière que lui confère le "Goual" ou le conteur populaire et les herboristes qui vendaient toutes variétés de plantes même médicinales. Quoique qu'il a beaucoup perdu de son lustre d'antan, ce marché demeure, toutefois, une destination pour grand nombre d'habi-

ALGER

## Une batterie de mesures pour assurer la continuité des services publics durant Aid El-Fitr

Les services de la wilaya d'Alger ont pris plusieurs mesures organisationnelles et sécuritaires afin de garantir aux citoyens la continuité des services publics durant Aid El-Fitr.

Ces mesures ont été annoncées à l'occasion d'une conférence de presse animée mardi au siège de la wilaya par des directeurs et responsables des différents secteurs à Alger. A ce propos, le directeur du Commerce et de la Promotion des Exportations de la wilaya d'Alger M. Abdelwahab Herkas a évoqué le déploiement de 4.068 opérateurs économiques et commerçants, pour garantir l'approvisionnement régulier en produits de large consommation durant l'aïd.

Le nombre des commerçants mobilisés représente d'après M. Herkas 60% des commerçants et opérateurs commerciaux inscrits au niveau de la wilaya d'Alger et dont le nombre total dépasse les 6.725. Ces chiffres concernent 538 boulangeries (parmi les 659 boulangeries d'Alger), ainsi que 1.782 locaux d'alimentation générale

et de vente de fruits et légumes, et 1.734 structures (café, salon de thé, restaurants, fast-food, stations d'essence) en sus de 8 minoteries et de 6 laiteries. Et pour contrôler le respect par les commerçants de ce programme pendant l'aïd, un total de 82 équipes relevant de la direction du commerce ont été mobilisés, comprenant 164 agents des différents corps de répression de la fraude. Pour ce qui est du volet transport, le chef de service à la direction des transports de la wilaya d'Alger, M. Hocine Amrane, a précisé qu'une permanence sera assurée avec le déploiement de 455 bus couvrant 237 lignes, sans compter les transporteurs privés non-inscrits sur la liste de permanence qui pourront exploiter leurs lignes à cette occasion, ainsi que les voitures activant à travers les différentes communes de la wilaya. Quarante-six (46) agents répartis sur les 19 stations de transport de voyageurs gérées par l'Etablissement de gestion de la circulation et du transport urbain (EGCTU), seront chargés d'opérations de

contrôle et d'inspection pour assurer le respect des instructions et des directives relatives à la circulation des citoyens. Ils seront également chargés de garantir le respect des mesures d'hygiène et d'aménagement des stations, des arrêts de bus et des moyens de transport commun à travers le territoire de la wilaya. S'agissant du programme spécial Aid El-Fitr, tracé par l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA), le responsable a indiqué que 186 lignes seront couvertes par 159 bus le premier jour de 06h00 du matin jusqu'à 01h40 après minuit. L'ETUSA mobilisera 263 bus le deuxième jour et 189 bus pour le troisième jour pendant la journée selon M. Amrane qui a ajouté que 19 bus répartis sur 19 lignes assureront le transport la nuit pendant les trois jours. L'entreprise a, en outre, élaboré un programme pour les visites des cimetières de 07h00 jusqu'à 13h40, avec 10 bus desservant 5 lignes.

# Le spectre de la désindustrialisation européenne

Le tissu industriel européen a été durablement fragilisé par la crise énergétique qui a poussé de nombreux acteurs industriels à revoir leur organisation.

Par Abdelmadjid Attar (\*)

La pandémie et l'Ukraine ont rappelé l'importance de l'autonomie industrielle. Alors que l'industrie est un instrument majeur de notre indépendance et pour atteindre nos objectifs environnementaux, nous pourrions être à l'aube d'une vague de désindustrialisation. Sans jouer les Cassandra, force est de constater que l'industrie européenne se trouve prise en étau entre les ambitions des autres nations et notre difficulté à sortir d'objectifs techniques pour en faire un projet de société. Elle est confrontée au protectionnisme américain où Joe Biden a fait de la réindustrialisation le fer de lance de sa politique à destination des classes moyennes. Elle doit affronter les ambitions contrariées de la Chine où le tassement de la demande interne et la perte d'accès aux marchés américains oblige les producteurs à trouver de nouveaux débouchés avec une guerre des prix féroce. Le tissu industriel européen a été durablement fragilisé par la crise énergétique qui a poussé de nombreux acteurs industriels à revoir leur organisation industrielle. Si les prix baissent, les conséquences sont en-

core visibles, en particulier chez nos voisins allemands où le poids de l'industrie dans le PIB ne cesse de diminuer depuis 2016 (25,9 % contre 24 % en 2022, selon les données de l'OCDE). Si certains peuvent se réjouir de voir notre voisin en difficulté, cet affaïssement ne se traduit pas pour autant par un rééquilibrage des situations industrielles intra-européennes. Du côté français, les industriels ont réussi à reconstituer en partie leurs marges, mais cela s'est souvent fait en parallèle d'une baisse des volumes produits. Si, d'un point de vue sobriété, nous pouvons nous réjouir de cette baisse, elle induit parfois une évolution du portefeuille fournisseur des clients et s'avère complexe à gérer pour les industries en amont qui fonctionnent en flux continu. Plusieurs facteurs attestent d'une tendance à la baisse de la production en France. La baisse des consommations d'énergie, en particulier chez les industriels énérgo-intensifs (papier, métallurgie, chimie...). Sur le plan de la consommation électrique, la consommation des industries grandes consommatrices d'électricité est de 13,4 % inférieure à celui de la période 2014-2019 selon les données de RTE dont -20 % pour la métallurgie, -26 % pour le papier carton et -24 % pour l'automobile



par rapport à la période 2014-2019. La tendance est la même pour le gaz. Nous pourrions nous rassurer en disant que cette baisse est la traduction des plans d'efficacité énergétique. Or, l'indice de production de l'industrie manufacturière reste en dessous des niveaux atteints à la fin des années 2010. Bien entendu, le tableau n'est pas totalement

noir. L'emploi industriel semble résister. Nous avons continué à ouvrir plus d'usines en 2023 que nous en avons fermées, même si le niveau des défaillances d'entreprises repart à la hausse. En parallèle des annonces d'investissements massifs, d'autres usines périclitent malgré leur importance pour notre souveraineté. Les défis pour les industriels sont nombreux : compétitivité des usines, concurrence agressive des entreprises extra-européennes, augmentation de la pression réglementaire, capacité des acteurs à jouer collectif, etc. Le prix de l'énergie est central pour atteindre nos objectifs de décarbonation, mais il reste aujourd'hui en défaveur des industriels. Faut-il se résigner ? Assurément, non ! Reconstruire le tissu industriel sera plus complexe que le détruire. Pour réussir ce pari, il faut nous donner les moyens de soutenir nos industries et d'assumer la transition écologique en parallèle. Une longue bataille, au cœur de notre indépendance et de la préservation de notre modèle social, qui devrait occuper le débat des élections européennes. Au-delà de préserver les usines, c'est la question de l'emploi qui se joue !

(\*) Chercheuse associée à l'IAE de Poitiers.

Source : L es Echos

## La Chine face à ses contradictions

Par Dominique Moïsi (\*)

D'une guerre l'autre : les guerres d'Ukraine et de Gaza dominent l'actualité par leur importance stratégique et leur charge émotionnelle. Mais elles ne sauraient faire oublier la rivalité entre les Etats-Unis et la Chine, et les développements récents, en apparence contradictoires, qui se déroulent sur le front asiatique. Ne sont-ils pas peut-être plus importants à terme pour comprendre l'évolution future du monde ? Xi Jinping vient d'accueillir à Pékin une importante délégation d'hommes d'affaires américains. Et Joe Biden va recevoir à la Maison-Blanche, le 10 avril, le Premier ministre japonais, Fumio Kishida. « Investissez en Chine, nous sommes, en dépit de nos difficultés réelles (surtout sur le plan immobilier), plus résilients que jamais ; 30 % de la croissance de l'économie mondiale est toujours le produit de la Chine. » Le président chinois, transformé pour l'occasion en « vendeur en chef », s'est montré souriant et rassurant, comme si sa priorité du moment était de dissiper les petits malentendus existant entre Pékin et Washington sur

le plan géopolitique. Le problème est que ce nouveau message chinois passe difficilement. Comment, en effet, en même temps séduire le business étranger et continuer à se rapprocher de la Russie de Poutine sur le front diplomatique et stratégique ? Comment dénoncer le climat de guerre froide, soi-disant imposé par Washington, et faire preuve d'un nationalisme toujours plus agressif en mer de Chine ? La Chine doit choisir entre la reprise de la croissance et les provocations chauvines visant, pour partie au moins, à compenser les difficultés de son économie. Soyez fiers d'être Chinois, à défaut de devenir toujours plus prospères, semblait vouloir dire, faute de mieux, Xi Jinping à ses concitoyens. Mais célébrer la grandeur sinon la supériorité de la civilisation chinoise a un coût, et ce, surtout en Asie. Cela rend vos voisins particulièrement nerveux. Selon des sources bien informées, les Etats-Unis et le Japon sont sur le point d'approfondir leur pacte de sécurité militaire signé il y a soixante ans. Une coopération plus poussée, une chaîne de commandement plus intégrée, ces transformations n'ont qu'un objectif :

être mieux à même de résister aux ambitions chinoises. De même qu'en Europe la Russie de Poutine a changé le rapport de l'Allemagne aux questions de sécurité, la Chine de Xi Jinping est en train de conduire le Japon à investir massivement pour sa sécurité. Les réflexes pacifistes des deux grands vaincus de la seconde guerre mondiale s'effacent progressivement devant les postures agressives des deux grands autoritarismes de notre temps. La Chine serait-elle sur le point de réconcilier le Japon et la Corée du Sud ? On n'en est pas encore là. Et pourtant, sur le plan culturel, les études d'opinion montrent que les jeunes Japonais de moins de trente-cinq ans regardent davantage vers Séoul que vers Los Angeles, Londres ou Paris. Le soft power de la musique coréenne, aidé en quelque sorte par le hard power de la Chine, finira-t-il par rapprocher Tokyo et Séoul ? La politique menée par Pékin l'isole en Asie. Elle rend plus difficile aussi le retour de la confiance des investisseurs mondiaux. Xi Jinping doit choisir entre la croissance et la puissance, le mercantilisme et le nationalisme. Les deux ne sont

pas nécessairement compatibles. Pékin, dit-on, tempère les tentations russes de brandir l'arme nucléaire comme un épouvantail. Ce n'est pas suffisant. La Chine doit faire la démonstration qu'elle n'est pas dans la même catégorie que Moscou, même si en matière de cybersécurité son comportement est lui aussi pour le moins agressif. La Chine, contrairement à la Russie, est une grande puissance multimensionnelle qui crée de la richesse et ne se contente pas de l'exploiter. Ce n'est pas parce que la guerre menace davantage de s'élargir en Europe (sinon au Moyen-Orient) que d'exploser en Asie qu'il nous faut perdre de vue un continent qui représente près de la moitié de la démographie et de la croissance économique mondiales. L'Amérique l'a bien compris. Elle prête son attention (et plus que cela) à la guerre en Ukraine et à celle de Gaza. Mais sa priorité stratégique demeure sa rivalité avec la Chine, et le maintien, plus globalement, de son statut en Asie.

(\*) géopolitologue  
Source : L es Echos

LIBYE

Les exportations de pétrole ont rapporté 20,7 milliards \$ en 2023

Alors que les blocages de sites pétroliers se sont poursuivies durant l'année écoulée en Libye, les recettes des exportations de brut ont diminué comparativement à l'année précédente.

La Libye a engrangé 99,1 milliards de dinars (20,69 milliards de dollars) grâce aux exportations de pétrole en 2023 contre 105,4 milliards de dinars en 2022, selon des données publiées le dimanche 7 janvier 2024 par la Banque centrale. L'institution a également indiqué que les recettes publiques totales du pays se sont établies à 125,9 milliards de dinars durant l'année écoulée contre 134,4 milliards de dinars une année auparavant. Les dépenses globales ont quant à elles, atteint 125,7 milliards de dinars en 2023 contre 127,9 milliards de dinars en 2022.

Dotée des réserves pétrolières prouvées les plus abondantes d'Afrique, la Libye peine à s'extirper de plus d'une décennie de chaos sécuritaire et de crises politiques, qui sapent le processus de transition censé tourner la page de quatre décennies de dictature.

Les blocages de sites et terminaux pétroliers sont fréquents depuis la chute du régime de Mouammar Kadhafi en 2011. Ils sont liés soit à des protestations sociales, soit à des différends politiques. Alors que deux gouvernements rivaux se disputent le pouvoir, ces blocages ont entraîné un manque à gagner de centaines de milliards de dollars pour le pays qui espère porter sa production pétrolière à 2 millions de barils par jour d'ici 3 à 5 ans, soit un quasi-doublement par rapport au niveau actuel de 1,2 million de barils par jour.

CONSEIL DE LA CONCURRENCE EN TUNISIE

Un rempart contre les pratiques anticoncurrentielles

Le Conseil de la concurrence a un rôle important à jouer dans la surveillance de la concurrence sur les marchés. Le doter de davantage de ressources humaines et financières lui permet de renforcer son pouvoir de régulation.

Cela fait quelques semaines que cet organisme fait parler de lui. Il enchaîne les décisions et prononce des sanctions touchant divers secteurs et marchés de services professionnels. C'est du conseil de la concurrence qu'il s'agit. Ayant fait peau neuve avec la nomination de ses nouveaux membres — une nomination survenue au mois de décembre dernier suite au départ de l'ancien président Ridha Ben Mahmoud, dont le mandat a pris fin en février 2022 — le conseil a repris de plus belle. Il s'est rapidement saisi de plusieurs cas présumés de pratiques anticoncurrentielles sur divers marchés. Ainsi, après avoir suspendu, temporairement, la hausse des honoraires minimums des avocats qui a été décidée, au mois de janvier dernier, par l'ONA, l'autorité de régulation a engagé une enquête sur la désignation des audi-

teurs et des commissaires aux comptes par les établissements et entreprises publics. Une deuxième enquête sur des pratiques potentiellement anticoncurrentielles sur le marché de la distribution du thon en conserve a été également ouverte. Et la dernière sanction en date concerne des amendes d'une valeur totale d'environ 4 millions de dinars infligées à certaines entreprises actives dans le secteur des hydrocarbures. Désormais, le Conseil de la concurrence s'active. Ceci devrait être réconfortant pour les consommateurs qui subissent des prix excessivement élevés mais aussi pour les PME qui ont toujours fait les frais des pratiques d'entente et qui ont souffert de la mainmise des oligopoles sur plusieurs secteurs d'activité ainsi que pour les jeunes entrepreneurs qui peinent à percer un marché verrouillé. Car,

l'environnement économique en Tunisie n'est pas encore propice à la concurrence, comme le confirment plusieurs rapports de diverses institutions internationales. Tourisme, banque de détail, télécommunication, marché des services professionnels, distribution... les secteurs où la concurrence laisse à désirer sont légion et les raisons en sont multiples: restrictions à la concurrence, contraintes réglementaires excessives, développement du capitalisme de copinage, etc. C'est pourquoi, outre les mesures et les réformes visant à favoriser la concurrence et la libéralisation de l'initiative que le gouvernement a déjà engagées avec le lancement de la feuille de route pour l'amélioration du climat des affaires, le Conseil de la concurrence a un rôle important à jouer dans la régulation des marchés.

MAURITANIE

Le Président de la République reçoit une délégation du Groupe d'entreprises «TAQA Arabia»

Son Excellence le Président de la République, M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, a reçu, lundi au Palais présidentiel à Nouakchott, une délégation du groupe d'entreprises «TAQA Arabia» (Energie arabe), conduite par M. Khaled Ebou Bacar, Président du Conseil d'Administration du Groupe, dont le siège est en République Arabe d'Egypte. La réunion a porté sur les do-

maines et les perspectives de coopération entre notre pays et «TAQA Arabia», ainsi que les moyens de renforcer cette coopération au service du développement économique de notre pays, en particulier, les différents domaines liés à l'énergie. La rencontre s'est déroulée en présence du ministre chargé de cabinet du Président de la République, M. Mokhtar Ould Diaye, du mi-

nistre du Pétrole, des Mines et de l'Energie, porte-parole du gouvernement, M. Nani Ould Chrougha, M. Moustapha Bechir, conseiller technique chargé du secteur du pétrole brut et du gaz, M. Chamseddine Sow Deyna, directeur de la direction générale du pétrole et de l'hydrogène bas carbone, M. Ahmed Vall T'leimidi, directeur général de la Société Nationale de l'Industrie et des Mines, M.

Ousmane Tall, directeur général de la Compagnie mauritanienne d'électricité, et M. Mohamed Khaled, directeur de la Compagnie mauritanienne des hydrocarbures. Le président de «TAQA Arabia», M. Khaled Kassem, M. Karim Shaaban, M. Adly Kavavi, M. Mohamed Abdelvadhel et M. Bilal Machar ont, également, participé à la réunion.

EGYPTE

La croissance devrait ralentir à 3% pour l'exercice 2023/2024 avant de se redresser en 2024-25 (FMI)

L'Egypte fait face à une crise financière due à plusieurs facteurs endogènes et exogènes. Pour y faire face, le pays met en œuvre des réformes soutenues par le FMI qui vient de décaisser 820 millions \$ en sa faveur.

Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé, dans un communiqué publié le vendredi 29 mars 2024, que la croissance de l'économie égyptienne devrait ralentir à 3% pour l'exercice 2023-24, avant de remonter à 4,5% en 2024-25, en raison de la crise financière que traverse le pays. En effet, cette situation découle de plusieurs facteurs, notamment la pandémie de covid-19, le conflit en Ukraine et les tensions au Proche-

Orient. Les attaques récentes des rebelles Houthis du Yémen contre les navires dans la mer Rouge et le golfe d'Aden ont également contribué à une chute significative des revenus en dollars provenant du canal de Suez, mettant davantage de pressions sur l'économie du pays.

Dans ce contexte difficile, le FMI a souligné l'importance d'« une action politique intérieure décisive soutenue par un programme de financement extérieur plus robuste ». Les première et deuxième revues de l'accord au titre du mécanisme élargi de crédit (MEDC) ont mis en lumière les efforts de réformes entrepris par le gouvernement égyptien. Mme Kristalina Georgieva, présidente

du FMI, a salué les mesures prises afin de corriger les déséquilibres macroéconomiques, notamment l'unification du taux de change et la résorption de la demande de devises étrangères. Ainsi, les services du FMI ont approuvé un décaissement de 820 millions de dollars en faveur du pays, ainsi que l'augmentation du programme initial d'environ 5 milliards de dollars, portant le total de l'aide du FMI à 8 milliards de dollars. Pour rappel, le Caire et l'institution de Bretton Woods avaient conclu un accord sur un programme d'aide de 3 milliards de dollars sur 46 mois en décembre 2022. Il a pour objectif de préserver la stabilité macroéconomique, restaurer les amortisseurs et ouvrir la

voie à une croissance inclusive et tirée par le secteur privé. Cependant, les deux premières revues de ce programme ont été reportées, en raison du retard pris par les autorités égyptiennes dans la mise en œuvre de certaines réformes délicates comme la flexibilité totale du taux de change. Outre le programme financier du FMI, l'Egypte a bénéficié de soutien financier de la part d'autres institutions financières multilatérales, à savoir : la Banque mondiale et l'Union européenne ainsi que de certains partenaires notamment les Emirats arabes unis qui ont injecté 35 milliards de dollars d'investissements dans des projets touristiques et urbains.

CÔTE D'IVOIRE

# La hausse à 2,47\$ du prix garanti aux planteurs de cacao confirmée par les autorités

La nouvelle information sur le prix d’achat aux producteurs de cacao ivoiriens intervient dans un contexte où la valeur sur le marché mondial atteint désormais plus de 5 fois ce prix actuellement garanti.

Le ministre ivoirien en charge de l'Agriculture, Kobenan Kouassi Adjoumani, a confirmé ce mardi 2 avril 2024, la hausse de 50% à 1500 FCFA (2,47\$)/kilogramme, du prix garanti aux producteurs de cacao, pour la petite saison des récoltes, qui a débuté ce mois d'avril a-t-on appris de sources médiatiques concordantes. Le tarif précédent était de 1000 FCFA. Cette décision augmente ainsi légèrement la part des petits agriculteurs ivoiriens, dans un contexte où le prix international du cacao pour la livraison en mai 2024 (contrat à terme de mai) se négocie actuellement à un niveau cinq fois supérieur. L'adoption de cette mesure a été actée, samedi dernier, lors d'une session du Conseil des ministres dédiée au secteur agricole et à la filière cacao. La tenue avant le mois d'avril d'une réunion pour fixer les prix du cacao en Côte d'Ivoire est une pratique institutionnelle. Cette année cependant, elle survient dans un contexte où la valeur du cacao sur les

principaux marchés où on l'achète (Londres et New York), a plus que triplé durant l'année écoulée, et se hisse désormais au-dessus des 10 000 \$ la tonne (au 2 avril 2024), soit un peu plus de 5 fois le prix actuellement garanti aux planteurs ivoiriens. Les principales raisons qui ont justifié cette hausse historique des prix sont les maladies de cacaoyers et des prévisions de conditions météorologiques défavorables, qui ont poussé les acheteurs à anticiper sur un risque sérieux de baisse de l'offre en cacao, et ont donc commencé à augmenter les prix auxquels ils souhaitent sécuriser les approvisionnements futurs. Mais des données de marché indiquent aussi que des fonds spéculatifs sont entrés en scène, créant un cercle de hausse des prix sur des produits financiers complexes associés à la valeur de cette matière première. Toutefois, les cultivateurs ivoiriens n'ont pas tiré profit de cette flambée des prix de « l'or brun », en raison du modèle de la vente à terme appliquée dans le pays de-

puis plus d'une décennie. A la différence du système libéralisé, ce modèle de vente permet au Conseil du Café-Cacao (CCC), l'instance nationale de régulation de la filière, de vendre par anticipation 70 à 80% de la récolte à des exportateurs locaux ou étrangers grâce à des enchères électroniques, et le reste à travers des ventes au comptant (ventes spot). Le mécanisme repose sur la vente journalière de contrats à terme portant sur un tonnage bien déterminé de cacao et adjugés au mieux offrant dans la limite du prix de référence fixé par le CCC. Un prix minimum garanti aux producteurs de cacao est fixé au début de chaque campagne principale (octobre) et intermédiaire (avril). La Côte d'Ivoire est de loin le premier pays producteur de cacao au monde, suivie du Ghana. À eux deux, ces deux pays d'Afrique de l'Ouest ont fourni près de 60 % de la production totale pour la récolte de 2022/23, selon les estimations de l'Organisation internationale du cacao (ICCO).

CAMEROUN

## L'Etat projette de dépenser 105 millions \$ pour réaliser son 4<sup>e</sup> recensement général de la population

Pour l'heure, ce budget n'a été mobilisé qu'à hauteur de 65,6%. Pour le compléter le pays mis sur les partenaires techniques et financiers. Le gouvernement camerounais est à la recherche de bailleurs pour financer son 4e recensement général de la population et de l'habitat. Les pouvoirs publics tablent sur un budget total de 64 milliards de FCFA (105 millions \$) pour la conduite de ce recensement. À ce jour, une enveloppe de 42 milliards de FCFA (69 millions \$) a déjà été mobilisée, a déclaré le ministre de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du territoire (Minepat), Alamine Ousmane Mey (photo), au cours du conseil de cabinet le 28 mars dernier à Yaoundé. Il reste donc à trouver 22 milliards de FCFA (36 millions \$). « Des procédures sont enclenchées à l'effet d'obtenir la contribution des partenaires techniques et financiers en vue de la constitution des fonds résiduels », peut-on lire dans le communiqué final ayant sanctionné ledit conseil. Le Premier ministre, Joseph Dion Ngute, a prescrit au Minepat « d'engager ou de compléter, dans les meilleurs délais possibles, les dé-

marches requises pour le bouclage financier des opérations de dénombrement » de ce 4e recensement général de la population et de l'habitat. Ce 4e recensement général de la population et de l'habitat sera couplé au recensement général de l'agriculture et de l'élevage. Selon le Minepat, le gouvernement a jugé opportun de mutualiser les deux opérations en raison des « contraintes inhérentes à la disponibilité des fonds ». Alamine Ousmane Mey précise que ces deux opérations nécessiteraient des besoins de financement cumulés de près de 36 millions \$ seulement pour les activités de collecte et post-censitaires, soit 33,8% de l'enveloppe globale. En attendant de mobiliser tous les fonds, le membre du gouvernement, assure que les activités préalables à ce recensement sont achevées à ce jour, à l'instar de l'élaboration des documents techniques, la formation du personnel d'encadrement et la réalisation de la cartographie censitaire et du recensement pilote. Les prochaines étapes du processus prévoient notamment la sélection et la formation des agents recenseurs, la conduite de la communication censi-

taire et le comptage de la population. L'opération s'achèvera par les activités post-collecte telle que la production des différents rapports, suivie de la publication des résultats. Dans le cadre de ce recensement, le Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA, sigle en anglais) accompagne le gouvernement dans le plaidoyer et la mobilisation des ressources. L'UNFPA et le Bureau central de recensement et d'étude de la population (Bucrep), l'organe chargé des modalités pratiques de la mise en œuvre de cette opération, se sont accordés pour faire former les agents recenseurs sur la prévention des abus sexuels. Ladite formation a pour but de prévenir les violations des droits humains, surtout à l'égard des femmes et des filles, de la part de ces agents qui seront désormais appelés à faire des descentes dans les foyers et communautés, surtout celles des populations vulnérables, explique cette agence onusienne. D'autres agences du système des Nations unies accompagnent également le Cameroun dans ce processus d'actualisation de ses données sociodémographiques et agropastorales.

NIGERIA

### Le gouvernement prévoit de supprimer les subventions à l'électricité pour 15% des consommateurs

La réduction des subventions à l'électricité vise à alléger la pression sur les finances publiques et à aider les entreprises du secteur à couvrir leurs charges opérationnelles. Le gouvernement nigérian prévoit de supprimer les subventions à l'électricité pour 15% des consommateurs afin de réduire leur coût de 3300 milliards de nairas (2,6 milliards de dollars), dans le cadre d'une série de réformes visant à alléger la pression sur les finances publiques, a annoncé le porte-parole de la présidence, Bayo Onanuga (photo), le mardi 2 avril 2024. « Le gouvernement est sous pression pour autoriser une augmentation des prix dans le secteur de l'électricité, car il n'avait budgétisé que 450 milliards de nairas pour les subventions à l'électricité cette année », a-t-il déclaré. M. Onanuga a également précisé que l'augmentation proposée des prix devrait aider les entreprises du secteur à couvrir leurs charges opérationnelles et à engager de nouveaux investissements. « Avec l'énorme fardeau des subventions et le coût élevé du gaz, le tarif actuel de l'électricité n'est pas réaliste », a-t-il souligné, rappelant que la dernière révision des tarifs de l'électricité remonte à 2020. Le porte-parole de la présidence nigériane a par ailleurs précisé que 15 % des consommateurs, représentant 40 % de la consommation d'électricité, seraient touchés par la révision à la hausse des prix. Depuis son entrée en fonction le 29 mai 2023, le président nigérian, Bola Tinubu, a engagé plusieurs réformes audacieuses, dont la suppression des subventions sur le carburant et l'unification du taux de change de la monnaie nationale afin de relancer la croissance de la première puissance économique africaine. Au Nigeria, le secteur de l'électricité est plombé par une myriade de problèmes, dont un réseau de transmission défaillant, des pénuries de gaz, des dettes élevées des compagnies spécialisées dans la production et la distribution et des actes de vandalisme ciblant les infrastructures. Le pays dispose d'une capacité installée de 12 500 mégawatts, mais n'en produit qu'un quart environ, ce qui rend une partie non négligeable de la population et des entreprises très dépendantes de générateurs coûteux fonctionnant au diesel.

BOURSE DE NEW YORK

Wall Street en baisse, plombée par Tesla et des doutes sur les taux

L'indice Dow Jones a cédé 1%, ou 396,61 points, à 39.170,24 points.  
Le S&P-500, plus large, a perdu 37,96 points, soit 0,72%, à 5.205,81 points.  
Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 156,38 points (0,95%) à 16.240,45 points.

La Bourse de New York a fini en baisse mardi alors que les investisseurs s'interrogeaient sur le calendrier de baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed), qui pourrait être plus tardif qu'espéré, tandis que Tesla a pesé après avoir fait état d'une baisse de ses livraisons trimestrielles pour la première fois en près de quatre ans. De récentes données montrant la solidité de l'économie américaine ont soulevé des doutes sur la perspective de voir la Fed opérer trois baisses de taux cette année, comme l'a laissé entrevoir le mois dernier la banque centrale américaine à l'issue de sa réunion de deux jours de politique monétaire. Un rapport publié mardi indique que les nouvelles commandes de produits manufacturiers américains ont progressé plus

qu'attendu en février, tandis que le nombre d'offres d'emploi s'est maintenu à un niveau élevé. L'indice de volatilité CBOE, considéré comme l'indicateur du niveau de peur à Wall Street, a grimpé. L'idée de taux plus élevés pendant plus longtemps "revient dans les esprits en dépit du fait que la Fed prévoit une baisse des taux à un moment donné cette année", a commenté Quincy Krosby, stratège en chef de LPL Financial, à Charlotte en Caroline du Nord. "Cela inquiète donc le marché". D'après FedWatch, les traders misent à environ 57% sur une baisse des taux de 25 points de base en juin, contre 64% la semaine dernière. Selon un calcul de probabilité réalisé par LSEG, les attentes du marché sont désor-

mais moindres, avec deux baisses de taux anticipées cette année. Plusieurs représentants de la Fed devaient s'exprimer cette semaine. La présidente de la Fed de San Francisco, Mary Daly, a noté mardi le "risque réel" de réduire les taux de manière prématurée, tandis que son homologue de Cleveland, Loretta Mester, a dit toujours s'attendre à ce que la banque centrale américaine puisse assouplir sa politique monétaire cette année, possiblement dès le mois de juin. Outre les commentaires de responsables de la Fed, les investisseurs attendent aussi la publication, vendredi, du rapport mensuel sur l'emploi. Le rendement des bons du Trésor américain sur dix ans s'est établi mardi à un plus haut depuis fin novembre dernier,

alimentant la prudence à Wall Street. Tesla a perdu 4,9% après avoir communiqué des livraisons sur la période janvier-mars en repli pour la première fois depuis près de quatre ans et des prévisions inférieures aux attentes, suggérant que les baisses de prix destinées à soutenir la demande ont été insuffisantes. Les titres du secteur de la santé, dont UnitedHealth, CVS Health et Humana, ont nettement reculé, alors que le gouvernement américain a laissé inchangé le taux de remboursement appliqué aux contrats Medicare Advantage, faisant craindre une compression des marges l'an prochain. A noter, aussi, la chute de 22% de PVH, maison-mère de la marque Calvin Klein, qui a dit anticiper une baisse d'environ 11% de son chiffre d'affaires au premier trimestre.

POINT MARCHÉS

L'Europe finit en repli sur fond de doutes sur une baisse des taux US

Les Bourses européennes ont terminé la première séance du trimestre dans le rouge avec la forte remontée des rendements obligataires, tandis qu'à Wall Street les indices étaient également en repli à mi-séance avec le secteur de la santé et Tesla dans un contexte d'aversion généralisée au risque. Pour la première séance de la semaine en Europe après le long week-end de Pâques, le CAC 40 parisien a fini en baisse de 0,92% à 8.130,05 points, pénalisé essentiellement par les valeurs industrielles. Le Footsie britannique a reflué de seulement 0,19%, résistant un peu mieux à la tendance baissière grâce aux valeurs de l'énergie. Le Dax allemand a décliné de 1,09%. L'indice EuroStoxx 50 a abandonné 0,74% et le FTSEurofirst 300 0,75%. Le Stoxx 600, plombé principalement par le secteur de l'immobilier (-2,23%) a perdu 0,76%. Au moment de la clôture en Europe, le Dow Jones recule

de 1,18%, le Standard & Poor's 500 de 0,98% et le Nasdaq de 1,28%. Les indices boursiers américains sont affectés par la chute du compartiment de la santé avec notamment Humana (-14,04%), Unitedhealth (-7,32%) et CVS Health (-9,08%) sur fond de crainte sur les marges des assureurs santé en lien avec les contrats Medicare Advantage. Le plongeon de Tesla (-5,31%), en raison de livraisons trimestrielles inférieures aux attentes, et de PVH (-22,98%), la maison mère de Calvin Klein, pèsent également à Wall Street. Signe de la nervosité du marché, l'indice mesurant la volatilité aux Etats-Unis a touché un plus haut de plus de deux semaines et s'affichait à la clôture des Bourses en Europe à 15,07 points (+10,40%). Son équivalent sur le L'EuroStoxx 50 a bondi de 13,48% à 15,18 points. L'aversion au risque s'est

également traduite par une montée des rendements obligataires longs en Europe et aux Etats-Unis. Les tensions sur les taux ont commencé avec la publication lundi de l'indice ISM manufacturier aux Etats-Unis, ressorti plus haut que prévu, à 50,3 en mars. Elles se sont poursuivies mardi avec l'enquête Jolts aux Etats-Unis, qui a montré une augmentation plus forte que prévu des offres d'emploi en février, signe d'un marché du travail toujours vigoureux malgré le relèvement massif des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) depuis mars 2022. Même si la Fed a confirmé le mois dernier toujours prévoir trois baisses de taux cette année, des doutes commencent à émerger sur le rythme de cet assouplissement monétaire. La probabilité d'une baisse en juin de 25 points de base des taux des "fed funds" est tombée à 59%, selon le baromètre FedWatch de CME Group, contre une probabilité d'environ 70% il y a encore une semaine.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

| Cours du : 03 Avril 2024<br>Valeur : 05 Avril 2024 |      |                     |                                                                                       |             |             |
|----------------------------------------------------|------|---------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------|-------------|
| P                                                  | BASE | DEVISES             |                                                                                       | COURS ACHAT | COURS VENTE |
| 1                                                  | USD  | US DOLLAR           |  | 134.5340    | 134.5490    |
| 1                                                  | EUR  | EURO                |  | 144.8797    | 144.9227    |
| 1                                                  | GBP  | POUND STERLING      |  | 169.0126    | 169.0951    |
| 100                                                | JPY  | JAPANESE YEN        |  | 88.6842     | 88.7117     |
| 1                                                  | CNY  | CHINESE YUAN        |  | 18.5931     | 18.5957     |
| 1                                                  | CHF  | SWISS FRANC         |  | 148.0511    | 148.1328    |
| 1                                                  | CAD  | CANADIAN DOLLAR     |  | 99.0605     | 99.1007     |
| 1                                                  | DKK  | DANISH KRONE        |  | 19.4256     | 19.4295     |
| 1                                                  | SEK  | SWEDISH KRONA       |  | 12.5185     | 12.5234     |
| 1                                                  | NOK  | NORWEGIAN KRONE     |  | 12.4038     | 12.4087     |
| 1                                                  | AED  | UAE DIRHAM          |  | 36.6308     | 36.6379     |
| 1                                                  | SAR  | SAUDI RIYAL         |  | 35.8671     | 35.8730     |
| 1                                                  | KWD  | KUWAITI DINAR       |  | 436.7987    | 437.5577    |
| 1                                                  | TND  | TUNISIAN DINAR      |  | 42.6857     | 43.1147     |
| 1                                                  | MAD  | MOROCCAN DIRHAM     |  | 13.3329     | 13.3344     |
| 1                                                  | LYD  | LIBYAN DINAR        |  | 27.7041     | 27.8460     |
| 1                                                  | MRU  | MAURITANIAN OUGUIYA |  | 3.5422      | 3.5426      |
| 1                                                  | SDR  | SPEC. DRA. RIGHTS   |                                                                                       | 177.7664    | 177.7664    |

CAC40

Teste un record puis dévisse de -125Pts, baril à 88\$

Après avoir brièvement testé la résistance des 8250 points, et signé un nouveau record absolu à 8253 points ce matin, la bourse de Paris efface ses gains et bascule dans le rouge (-0,95% vers 8.126) alors que les indices US perdent d'entrée de jeu -0,8% et rapidement -1% en moyenne (le Nasdaq est plombé par les -5,6% de Tesla dont les ventes déçoivent). De retour du week-end prolongé de Pâques, les marchés doivent faire face à une brusque tension des taux (+13 à +14Pts sur les Bunds à 2,422% et nos OAT à 2,9400%) qui s'inscrit dans le sillage d'un plus haut sur le pétrole depuis 6 mois avec un baril de 'Brent' à 88,3\$.

Sur le front des statistiques, en France, l'indice des acheteurs PMI HCOB pour l'industrie manufacturière, produit par S&P Global, s'est établi à 46,2 en mars : en repli par rapport au sommet de onze mois de février (47,1), il met en évidence une forte détérioration de la conjoncture du secteur. Par ailleurs, s'étant établi à 46,1 en mars, l'indice PMI HCOB pour l'industrie manufacturière de la zone euro, produit par S&P Global, s'est replié par rapport à février (46,5) pour afficher son plus faible niveau depuis trois mois. Ce repli s'explique par le mouvement des délais de livraison des fournisseurs et les stocks d'achats, alors que la production a connu son plus

faible repli depuis avril 2023 et que le recul des nouvelles commandes a ralenti pour un cinquième mois consécutif. Aux US, après une chute de 3,8% en janvier (révisée par rapport à une estimation initiale qui était de -3,6%), les commandes à l'industrie américaine se sont redressées de 1,4% en février 2024, selon le Département du Commerce. De leur côté, les livraisons de l'industrie américaine ont aussi augmenté de 1,4% en février par rapport au mois précédent. Enfin, les stocks s'étant accrus de 0,3%, le ratio stocks sur livraisons a diminué de 1,49 à 1,47 d'un mois sur l'autre. Les marchés seront attentifs au dis-

cours de Jerome Powell, le président de la Fed, qui s'exprimera mercredi au sujet des perspectives économiques à l'occasion d'un forum organisé par l'Université de Stanford (Californie). Un nouvel épisode de tensions entre l'Israël et l'Iran fait par ailleurs monter les cours du pétrole et les valeurs refuges suite à des frappes menées par Tsahal sur le consulat d'Iran à Damas, qui a fait plusieurs morts (une première dans l'histoire : aucun consulat n'a jamais été ciblé détruit, même en temps de guerre). Dans l'actualité des sociétés tricolores, Airbus annonce que Korean Air est devenue un nouveau client pour ses gros-porteurs A350, suite à

la signature d'une commande ferme de 33 appareils de cette famille, dont 27 A350-1000 et six A350-900. Eutelsat Group annonce la réussite ce week-end du lancement et du déploiement en orbite de transfert géostationnaire (GEO) du satellite Eutelsat 36D, à bord d'une fusée Falcon 9 de SpaceX depuis la base de lancement 39A du Centre spatial Kennedy, situé en Floride. Volitalia publie un résultat net part du groupe (RNPG) de 29,6 millions d'euros au titre de 2023, contre une perte de 7,2 millions en 2022, bénéficiant de la progression de 76% de son EBITDA à 241,1 millions, soit une marge améliorée de près de 20 points à 48,7%.

CHINE

# Pékin dit vouloir importer davantage de produits français

Le ministre chinois des Affaires étrangères a assuré que Pékin allait faire davantage pour répondre aux préoccupations des entreprises françaises en matière d'accès au marché chinois.

La Chine a promis ce lundi d'importer davantage de produits et de services de haute qualité en provenance de France, après qu'une enquête européenne sur les exportations chinoises de véhicules électriques, soutenue par Paris, a menacé de déclencher un conflit commercial entre les deux pays.

Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi, a déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue français, Stéphane Sejourné, que la Chine espérait que la politique de réduction des risques de l'Europe ne visait pas des pays spécifiques et ne violait pas les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Wang Yi a souligné que le découplage avec la Chine constituait le plus grand risque.

"Nous assouplissons constamment l'accès au marché, notamment en promouvant le flux de données transfrontalières", a déclaré Wang Yi, ajoutant que la Chine ferait davantage pour répondre aux préoccupations des entreprises françaises en matière d'accès au marché.



Subventions déloyales?

Stéphane Sejourné a déclaré que la France poursuivait ses discussions sur l'élimination des risques avec la Chine et que cela ne signifiait pas que l'Union européenne prendrait des mesures protectionnistes. L'année dernière, la Commission européenne a ouvert une enquête pour déterminer si l'industrie chinoise des véhicules électriques avait

bénéficié de subventions déloyales et s'il convenait d'imposer des droits de douane plus élevés sur les importations de véhicules électriques chinois afin de protéger les constructeurs automobiles européens, une initiative encouragée par Paris. En réponse, la Chine a lancé en janvier une enquête antidumping sur les importations de spiritueux en provenance d'Europe, dont l'écrasante majorité provient de France.

2024 AU CANADA

## Une année complexe en économie

C'est une année difficile sur le plan économique qui s'amorce. Après l'avoir annoncée pour 2023, plusieurs prévisionnistes évoquent la possibilité d'une récession au Canada en 2024. Toutefois, à leur avis, elle sera modeste et de courte durée, alors qu'une série de baisses de taux d'intérêt est sur le point de s'amorcer, ce qui devrait faire remonter la confiance des ménages et des entrepreneurs.

Combien de baisses de taux sont à prévoir en 2024? Grande question! Je suis convaincu que vous êtes nombreux à espérer des baisses de taux qui viendraient tôt dans l'année et à plusieurs reprises.

Or, selon les économistes de la Banque Nationale, le taux directeur au Canada passera de 5 % à 3,25 % d'ici la fin de l'année. À raison de 25 points de base chaque fois, cela voudrait donc dire que la Banque du Canada viendrait baisser son taux directeur à sept reprises sur les huit annonces prévues en 2024.

Il n'est pas impossible que la banque centrale accélère sa réduction de taux, si elle constate que l'inflation fléchit plus rapidement que prévu et que le chômage monte plus vite qu'attendu.

Quoi qu'il en soit, la première annonce de l'année surviendra le 24

janvier et il est peu probable que la Banque du Canada lance sa séquence de baisses à ce moment, selon les économistes. Les possibilités de baisse lors des réunions suivantes sont toutefois plus élevées. La deuxième décision de l'année est prévue le 6 mars et la troisième, le 10 avril.

Les experts de Desjardins et de la CIBC prévoient un recul un peu moins important du taux directeur au cours de l'année, à 3,5 % à la fin de 2024. La RBC, pour sa part, est d'avis que les attentes sur la réduction des taux sont beaucoup trop élevées. Elle ne prévoit que quelques baisses, jusqu'à 4 % à la fin de l'année, pas davantage.

Il faut dire que la lutte contre l'inflation n'est pas tout à fait gagnée. La cible de la banque centrale est une inflation à 2 %. À l'heure actuelle, le taux est à 3,1 %. Selon les économistes des grandes banques, tout semble indiquer que le taux d'inflation au Canada se situera entre 1,9 % et 2,1 % à la fin de l'année 2024.

Or, si la baisse de l'inflation de 8 % à 3 % a été relativement rapide, le passage de 3 % à 2 % est plus difficile. Le taux d'inflation au pays était rendu à 2,8 % en juin dernier, mais a remonté à 4 % en août. Aux États-Unis, on constate aussi que la décélération de

l'inflation est difficile : de novembre à décembre, le taux d'inflation est passé de 3,1 % à 3,4 %.

Stagnation, récession, immigration

Tout semble indiquer qu'il faudra cependant passer par la case récession au Canada en 2024 selon Desjardins, qui prévoit une hausse du PIB de seulement 0,1 % au pays sur l'ensemble de l'année. La récession sera courte, toutefois, et sera concentrée dans le premier semestre de l'année. Cela dit, dans une note économique publiée mercredi, Desjardins affirme que la récession pourrait être deux fois plus longue si le Canada devait réduire l'accueil de résidents non permanents, surtout de travailleurs étrangers temporaires et d'étudiants étrangers.

Le Canada a accueilli plus de 450 000 nouveaux résidents permanents au cours des 12 mois précédant le 1er octobre 2023, en plus de 800 000 résidents non permanents, un record. La forte hausse du nombre de travailleurs temporaires est attribuable à la pénurie de main-d'œuvre alors que les entreprises cherchent, par tous les moyens, à trouver des employés. Le gouvernement du Canada a introduit des mesures pour faciliter leur venue au pays.

POURQUOI L'OR COÛTE  
DÉSORMAIS 2,5 FOIS PLUS  
CHER QUE LE PLATINE

### Contrairement à l'or, le platine ne brille pas sur les marchés

Semaine après semaine, l'or bat de nouveaux records. Tel n'est pas le cas du platine, son rival parmi les métaux précieux. Une once de platine valait ce mardi moins de 920 dollars alors que pour la même quantité d'or, il fallait déboursier près de 2.280 dollars, deux fois et demie plus. Un tel écart, c'est du jamais vu sur les marchés. Il faut dire que depuis le début des années 2010, les trajectoires des cours de ces deux métaux précieux divergent.

Alors que l'or, en dépit de quelques périodes de repli, n'a quasiment pas cessé de voir sa valeur grimper depuis plus d'un demi-siècle, pour le platine cela n'est plus le cas depuis la crise financière de 2008. Et à partir de 2012, l'écart entre les deux cours n'a cessé de se creuser. Comment l'expliquer? L'or profite ces dernières années d'une demande toujours plus forte. La règle vaut pour ses usages physiques dans la joaillerie et l'industrie mais aussi parce que les banques centrales, notamment russes et chinoises, en thésaurisent toujours plus.

L'or joue pleinement son rôle de valeur refuge dans une période où l'incertitude règne. Guerre en Ukraine, tensions au Proche-Orient, menaces chinoises sur Taïwan... Le contexte géopolitique pousse les investisseurs à miser sur l'or. Sans compter l'inflation qui, bien qu'en baisse dans la zone euro, continue à toucher un nombre record de pays.

Une demande en baisse  
du côté de l'industrie

Le platine n'est pas logé à la même enseigne. Il est certes trente fois plus rare que l'or. Sauf que le cours d'une matière première ne dépend pas seulement de l'offre mais aussi de la demande. Et les principaux acheteurs de platine en ont de moins en moins besoin. Sur le plan industriel, le platine est en effet surtout utilisé pour produire des pots catalytiques.

Or avec la montée en puissance des voitures électriques, on produit moins de pots d'échappement. A terme, l'industrie automobile aura à nouveau besoin de platine pour les voitures à hydrogène mais ce n'est pas pour tout de suite. Quant aux banques centrales, elles n'ont pas pour habitude de stocker des lingots de platine dans leurs coffres. Reste le cas particulier des bijouteries qui continuent à commercialiser les bagues et bracelets en platine à des prix plus élevés que les modèles équivalents en or...

Certes les coûts de production ne sont pas identiques: l'or fond à une température nettement inférieure, le platine s'utilise quasiment pur et sa masse très importante fait qu'à taille équivalente il pèse plus lourd. Mais les bijoutiers profitent aussi de l'imaginaire collectif qui continue à placer le platine au-dessus de l'or. De quoi leur permettre de dégager des marges plus appréciables qu'avec l'or.

# La BMW M5 fête ses 40 ans

La prochaine génération de la BMW M5 franchira le cap de l'hybridation, reprenant à son compte le groupe motopropulseur de 750 ch étreigné par le XM. L'imposant SUV conçu pour célébrer, en grandes pompes, les 50 ans de la division Motorsport. Retour sur la toute première mouture de la M5 née il y a 40 ans et ses héritières.



C'est en 1984 que la division Motorsport de BMW se penche sur le cas de la berline Série 5. Il s'agit à l'époque de la seconde génération de la BMW Série 5 dite E28. Avant la toute première mouture de la BMW M5, les versions 535i basées sur les E12 puis E28 ont servi d'apéritif. A la fin des années 1970, une berline animée par un moteur à 6 cylindres en ligne de 3,5 litres fort de 218 ch imposait le respect. Surtout lorsqu'elle sortait le grand jeu avec un kit carrosserie et des appendices aérodynamiques au grand complet. Mais de son côté, le préparateur Alpina cogitait déjà dès le début des années 1980 sa B7 S Turbo E28 dont la turbine offrait une puissance plus que confortable de 300 ch. Une philosophie « un peu facile » à laquelle n'ont pas souscrit, en interne, les ingénieurs de la firme à l'hélice désirant davantage greffer sous le capot de celle qui deviendra la M5, un moteur de course atmosphérique. La donneuse d'organe sera la BMW M1 qui n'a pas vraiment trouvé son public, léguant à la M5 son bloc connu en interne sous le code M88/3. A savoir, un six cylindres en ligne de 3,5 litres doté de 4 soupapes par cylindres et distillant 286 ch. La fiche technique de la M5 annonce une vitesse de pointe de 251 km/h et un 0 à 100 km/h réalisé en 6,1 s. A titre de comparaison, en 1984, une Porsche 911 Carrera 3,2 litres disposait de 231 ch. Ainsi parée la lignée de la BMW M5 était lancée. A l'été 1985, elle entre au catalogue où elle reste jusqu'en 1987. Plus de 2 200 unités ont été produites.

## E39 : quand la M5 fait un break

En 1988, la seconde mouture de la BMW M5 procède logiquement de la génération E34. Evolution logique des choses, son moteur passe à 3,6 litres et délivre 315 ch. En 1992, lors du restylage, la cylindrée progresse une nouvelle fois atteignant 3,8 litres et la puissance grimpe à 340 ch. A noter qu'aux côtés de la berline dont la particularité était d'être une quatre places, BMW a aussi proposé une rare version break baptisée M Touring qui ne fut assemblée qu'à 891 unités. A comparer aux plus de 11 000 berlines M5 écoulées. En 1995, la BMW M5 E34 quitte la scène laissant un vide dans le catalogue durant trois années. La relève est assurée en 1998 par la BMW M5 E39 qui fait sa révolution sous le capot à l'aide du moteur V8 type S62 fort de 5 litres et 400 ch. Une berline haute performance qui sait tout faire en somme. Elle fit carrière jusqu'en 2003 et fut assemblée à plus de 20 000 unités dont près la moitié trouva preneur en Amérique du Nord.

## Place au V10 et au flame surfacing !

Nouveau tournant pour la BMW M5 dès 2005 avec la génération E60 celle dont la robe fit l'apologie du « flame surfacing » cher à Chris Bangle. Mais qu'importe le flacon, ici l'ivresse vient du moteur V10 symbolisant l'engagement de la marque en Formule 1 avec 507 chevaux sous le capot. Cette BMW M5 marque aussi le retour du break



(code E61). La BMW M5 a été produite à plus de 20 000 unités.

## BMW M5 F10, le moteur V8 revient en force

Avec la génération F10 apparue en 2011, BMW ne laisse désormais plus vacant le créneau de la M5 dans la gamme, cette cinquième mouture de la M5 reprend illico le flambeau. Mais elle revient au moteur V8 avec un bloc 4.4 biturbo de 560 ch officiant aussi sous les

capots des SUV BMW X5 M et BMW X6 M. En 2014, puis en 2015, les packs compétition haussèrent respectivement la puissance à 575 puis 600 ch. Dernier opus en date, la génération F90 lancée en 2017 au salon de Francfort IAA qui inaugure une transmission intégrale M xDrive - désactivable - qu'elle associe au moteur V8 4,4 biturbo de sa devancière fort de 600 ch puis ne tardant pas à passer à 625 ch sur la version Compétition.

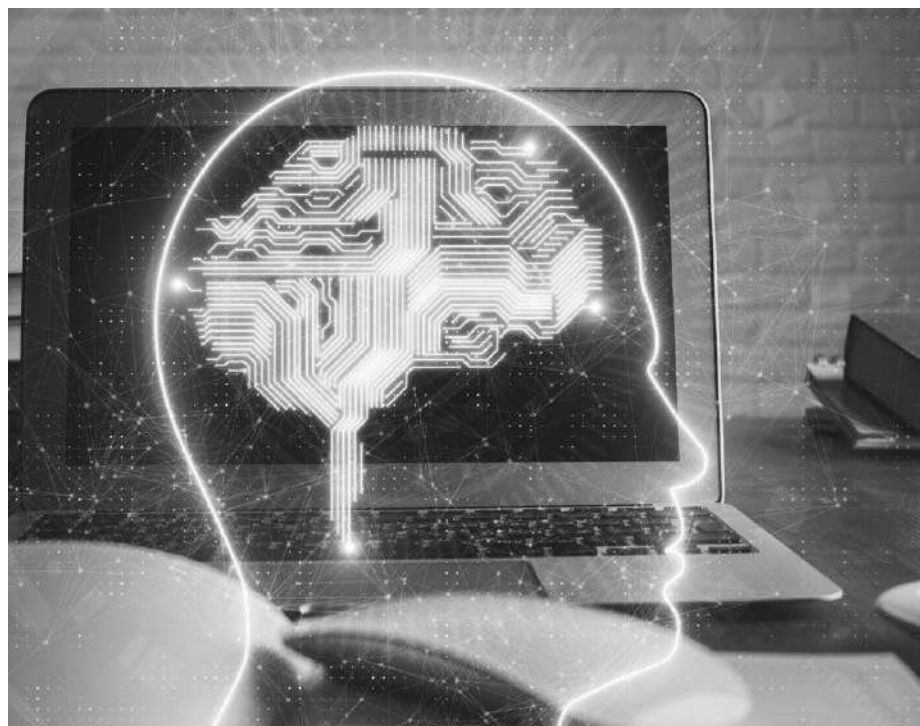
# Les États-Unis et le Royaume-Uni établissent le premier accord bilatéral au monde sur l'IA

Les États-Unis et le Royaume-Uni, alliés de longue date, ont annoncé un partenariat officiel sur la sécurité de l'intelligence artificielle (IA). Il s'agit du premier accord bilatéral au monde portant sur la technologie.

Depuis fin 2022, lorsque l'IA générative a pris le monde d'assaut avec le lancement de ChatGPT, les gouvernements de nombreux pays réfléchissent à réglementer la technologie tout en tirant profit de celle-ci. C'est l'objectif de la collaboration établie entre les États-Unis et le Royaume-Uni. Ainsi, la secrétaire américaine au Commerce, Gina Raimondo, et la secrétaire britannique à la technologie, Michelle Donelan, ont signé un protocole d'accord à Washington D.C. pour travailler conjointement au développement d'essais de modèles d'IA avancés.

## Échanges d'expertise

« Il s'agit du premier accord de ce type au monde. L'IA est déjà une force extraordinaire pour le bien de notre société, et elle a un vaste potentiel pour relever certains des plus grands défis du monde, mais seulement si nous sommes capables de maîtriser ces risques », a commenté Michelle Donelan. Le Royaume-Uni a pour ambition de devenir l'une des plaques tournantes de l'IA dans le monde. En février, le pays s'est engagé à investir plus de 100 millions de livres sterling pour lancer neuf nouveaux centres de recherche et former les



régulateurs de l'IA à la technologie. Dans le cadre du nouveau partenariat, l'Institut britannique de sécurité de l'IA (AISI), créé en novembre, et son équivalent américain, vont échanger leur expertise et travailler sur la manière d'évaluer de manière indépendante les modèles. OpenAI, Google DeepMind,

Microsoft et Meta se sont déjà engagées auprès de l'Institut britannique pour ouvrir leurs derniers modèles d'IA générative à l'examen.

« Nous savons tous que l'IA est la technologie déterminante de notre génération. Ce partenariat permettra d'accélérer les travaux de nos deux insti-

tuts dans tous les domaines afin de répondre aux risques liés à nos préoccupations en matière de sécurité nationale et à celles de notre société dans son ensemble », a indiqué la secrétaire d'État américaine.

## En contraste avec l'approche européenne

Les deux pays ont pour ambition de mitiger les risques de l'IA, notamment au regard des élections et de la cybersécurité. De plus en plus d'experts alertent sur l'utilisation de cette technologie pour la diffusion de désinformation. Pour l'heure, il n'est toutefois pas question de réglementer l'IA au Royaume-Uni, tant le secteur évolue rapidement. Cette approche est en nette contradiction avec celle de l'Union européenne (UE). L'AI Act, qui devrait entrer en vigueur l'année prochaine, va poser un cadre strict aux entreprises qui développent des modèles d'IA, les forçant à respecter des règles selon les cas d'usage de leurs modèles. Aux États-Unis, l'encadrement de l'IA reste également modéré. Si Joe Biden a signé un décret visant à réduire les risques qui y sont liés, les sociétés n'ont, pour l'heure, pas d'obligation législative de se plier à certaines mesures.

## Qui est Jia Tan, et comment ce hacker a failli contrôler des millions de sites internet !

Un développeur de chez Microsoft se demandait ce qui pouvait bien causer cette demi-seconde de chargement supplémentaire dans son logiciel. Réponse : une backdoor qui aurait pu donner accès à la quasi-totalité de l'Internet connu si elle n'avait pas été découverte à temps. C'est donc uniquement par chance qu'Andres Freund a découvert la faille de sécurité intégrée à un outil d'administration open source immensément populaire. Les acteurs derrière cette tentative extrêmement ambitieuse ne sont pas connus, mais il a vraisemblablement fallu des ressources et du temps dont un hacker seul ne dispose probablement pas.

### Une backdoor pour accéder à la quasi-totalité des sites internet

Le vendredi 29 mars, Andres Freund, développeur chez Microsoft, poste sur son forum et sur Mastodon avoir découvert une importante faille de sécurité dans les dernières versions de



XZ, une librairie de compression de données. En effet, après avoir mis cette dernière à jour, il a découvert que la connexion sécurisée prenait une demi-seconde de plus qu'auparavant. C'est en enquêtant sur l'origine de cette différence qu'il a trouvé la backdoor. L'alerte aura heureusement été donnée à temps, car seules les deux dernières versions de XZ contiennent cette backdoor, et la

majorité des systèmes ne les ont pas encore installées. Heureusement, car la plupart des serveurs hébergeant des sites internet dans le monde fonctionnent sous Linux. Et XZ y est installé par défaut, en venant avec OpenSSH, un outil d'administration largement utilisé par les développeurs. Sans la découverte de Freund, et si ces mises à jour avaient été déployées massivement, les ac-

teurs à l'origine de cette gigantesque faille auraient donc eu accès à une large part de l'Internet connu et été libres d'en abuser comme bon leur aurait semblé. Reste à savoir de qui il s'agit.

### Mais qui est Jia Tan ?

La backdoor a donc été glissée dans la librairie XZ. Cette dernière, qui est déployée pour le développement d'innombrables sites et logiciels, n'est pourtant qu'un projet open source développé au début des années 2000 par un seul homme, Lasse Collin. Ce dernier l'a maintenue et mise à jour pendant des années avant d'expliquer, en juin 2022, qu'il n'avait plus l'énergie ni la volonté de s'en occuper, et s'appretait à passer la main. Aussi incroyable que cela puisse paraître, cette librairie primordiale pour la sécurité de larges pans d'Internet reposait donc sur les épaules d'un seul bénévole. C'est alors qu'est apparu un certain Jia Tan, qui n'a pas d'existence préalable connue, dans le

projet. Il a commencé à faire ses propres modifications au projet XZ, y prenant de plus en plus d'importance, jusqu'à en prendre le contrôle en janvier 2023. Il a attendu un an de plus, jusqu'en février 2024, pour y ajouter une backdoor, qui aurait bien pu ne jamais être découverte sans la minutie d'Andres Freund. Mais qui est donc ce Jia Cheong Tan ? Sans surprise, nombreux ont été ceux qui ont enquêté sur cette personne depuis la découverte. Les trois parties de son nom affichées sont certes chinoises, mais toutes sont originaires de régions et de langues différentes du pays. Il semble donc probable que quelqu'un ait simplement mixé des noms chinois pour donner le change. La piste du hacker isolé paraît également peu crédible au vu du temps et des ressources investies, ou même des capacités d'exploitation d'une faille aussi massive. Un service de renseignements, un puissant groupe de hackers, voire carrément un État sont donc des suspects plus probables...

## Mots fléchés

|                       |                            |                    |                   |                    |                                  |                               |                  |                        |                                           |                      |                             |                        |                |
|-----------------------|----------------------------|--------------------|-------------------|--------------------|----------------------------------|-------------------------------|------------------|------------------------|-------------------------------------------|----------------------|-----------------------------|------------------------|----------------|
| Investissements       |                            | Séparèrent         |                   | Avril républicain  |                                  | Chien d'arrêt                 |                  | Prénom germanique      |                                           | Danses               |                             | Grand-mère de Jésus    |                |
| Répartition           |                            |                    |                   |                    |                                  |                               |                  |                        |                                           |                      |                             | Fût changée en génisse |                |
|                       |                            |                    |                   |                    |                                  |                               |                  |                        |                                           | Département français |                             |                        |                |
|                       |                            |                    |                   |                    |                                  |                               |                  |                        |                                           | Annale               |                             |                        |                |
| Ovations              |                            | Autorité à la télé |                   | Argon              |                                  | On le dit têtue               |                  | Point faible d'Achille |                                           |                      |                             |                        |                |
|                       |                            |                    |                   |                    |                                  |                               |                  |                        |                                           |                      |                             | Équerre                |                |
| Physostigmine         |                            |                    |                   |                    |                                  |                               |                  | Vigueurs               | Précis                                    |                      |                             |                        | Évêché normand |
| Prénom arabe          |                            |                    |                   |                    |                                  |                               |                  |                        | Projection                                |                      |                             |                        |                |
|                       |                            |                    |                   | Vives              |                                  |                               |                  |                        |                                           |                      |                             |                        |                |
| Petit de l'âne        |                            | Grande école       |                   |                    |                                  | Atome                         |                  | Glace anglaise         |                                           |                      | Docteur de la loi musulmane | Economise              |                |
|                       |                            |                    |                   | Insecte odonoptère |                                  |                               |                  |                        |                                           |                      |                             |                        |                |
|                       |                            |                    |                   | Fœtus              |                                  |                               |                  |                        |                                           |                      |                             |                        |                |
| Au dessus du cou      |                            |                    |                   |                    | Liquide                          |                               | Pièces           |                        |                                           |                      |                             |                        |                |
| Lettre grecque        |                            |                    |                   |                    |                                  |                               | Code d'ouverture |                        |                                           |                      |                             |                        |                |
|                       |                            |                    | Mystifie          |                    |                                  |                               |                  | Ouvertes               |                                           |                      |                             |                        | Possessif      |
|                       |                            |                    | Contraire à l'oil |                    |                                  |                               |                  | Pantois                |                                           |                      |                             |                        |                |
| Opus                  | Envoya la balle par dessus |                    |                   |                    |                                  | Auteur de 'au nom de la rose' |                  |                        |                                           | Céréale africaine    |                             |                        |                |
|                       | Imposant                   |                    |                   |                    |                                  |                               |                  |                        |                                           | Petit socle          |                             |                        |                |
|                       |                            | Vignoble           |                   |                    |                                  | Longue robe                   |                  |                        |                                           |                      |                             |                        |                |
|                       |                            | Dedans             |                   |                    |                                  |                               |                  |                        |                                           |                      |                             |                        |                |
| Note de musique       |                            |                    | Barbare           |                    | Groupe de Joyeysair et Kool Shen | Riche                         |                  |                        |                                           |                      | Trou normand                |                        |                |
| Friandise             |                            |                    |                   |                    |                                  |                               |                  |                        |                                           |                      | Commerçants                 |                        |                |
|                       |                            |                    |                   |                    |                                  | Encaissées                    |                  | Aride                  |                                           |                      |                             | Très grandes           |                |
|                       |                            |                    |                   |                    |                                  |                               |                  | Fixant                 |                                           |                      |                             |                        |                |
| Oublié                |                            | Vu à demi          |                   |                    |                                  |                               |                  |                        |                                           | Service de police    |                             | Ruban étroit           |                |
|                       |                            |                    |                   | Devant un avocat   |                                  |                               | Imaginaire       |                        |                                           |                      |                             |                        |                |
|                       |                            |                    |                   | Démonstratif       |                                  |                               | Durée            |                        |                                           |                      |                             |                        |                |
| Désir                 |                            | Technétium         |                   |                    | Abri rudimentaire                |                               |                  |                        |                                           | Mois                 |                             |                        |                |
|                       |                            | Certain            |                   |                    |                                  |                               |                  |                        |                                           | Francium             |                             |                        |                |
|                       |                            |                    |                   |                    | Avec les autres                  |                               |                  |                        | Subtils                                   |                      |                             |                        |                |
|                       |                            |                    |                   |                    | Changement de voix               |                               |                  |                        | Nombre de coups à faire sur un trou donné |                      |                             |                        |                |
| Théologien hollandais |                            |                    |                   |                    |                                  |                               | Rudesse          |                        |                                           |                      |                             |                        |                |
| Rectal                |                            |                    |                   |                    |                                  |                               | Cité légendaire  |                        |                                           |                      |                             |                        |                |
|                       |                            |                    |                   | Fabrique           |                                  |                               |                  |                        |                                           | Réseau ferré         |                             |                        |                |
| Modéré                |                            |                    |                   |                    |                                  | Angoissé                      |                  |                        |                                           |                      |                             |                        |                |

AVIS D'EXPERTS SUR LA RÉUNION DE L'OPEP+

Pas de changement de politique de production

Le comité ministériel conjoint de suivi (JMMC) de l'Opep et de ses alliés ne devrait pas recommander de changement à la politique de production du groupe à l'issue de sa réunion d'aujourd'hui, ont déclaré des sources proches de l'Opep+ à Reuters. L'on s'attend à une réunion sans surprise. Notons que l'Opep+ a décidé le mois dernier de baisser sa production de 2,2 millions de barils par jour jusqu'à fin juin afin de soutenir les cours pétroliers. Le prix du baril de Brent évolue actuellement à son plus haut niveau depuis novembre dernier, à plus de 89 dollars. Le JMMC, rappelons-le, se réunit habituellement tous les deux mois et formule des recommandations que l'ensemble des pays membres de l'Opep+ peuvent ensuite ratifier lors de sessions plénières.

EXPOSITION SPÉCIFIQUE DE PRODUITS ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT

Les inscriptions ouvertes

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme officiel de participation de l'Algérie aux manifestations économiques à l'étranger au titre de l'année 2024, l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (ALGEX) révèle que le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations organise une Exposition Spécifique de produits algériens à Nouakchott (Mauritanie), prévue du 02 au 07 mai 2024. A cet effet, l'Algex invite l'ensemble des opérateurs économiques algériens actuant dans tous les secteurs désirant participer à cette manifestation à s'inscrire sur le site web de l'Agence. La date limite de paiement des droits de participation est fixée au 08 avril 2024 et la date limite de dépôt des échantillons est fixée au 08 avril 2024, précise Algex dans un communiqué. Cette exposition sera une grande opportunité pour les opérateurs économiques algériens d'explorer le marché mauritanien et de nouer des partenariats commerciaux avec leurs partenaires mauritaniens, notamment après l'ouverture, février dernier, des deux passages frontaliers terrestres fixes entre l'Algérie et la Mauritanie. Une inauguration coprésidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et son homologue mauritanien, Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani.

EDUCATION NATIONALE

Un nouveau manuel d'anglais pour les élèves de la 5e année primaire

Le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belabed, a annoncé l'introduction prochaine d'un nouveau manuel d'anglais pour les élèves de cinquième année du primaire. Ce livre est destiné aux élèves ayant commencé l'apprentissage de l'anglais en troisième année. Il s'appuie sur une approche communicative axée sur le dialogue, l'écoute et le développement des compétences de compréhension et de production orales et écrites. Il s'accompagne d'un guide pédagogique pour aider les enseignants à mettre en œuvre le programme et à simplifier la méthodologie adoptée. Les directeurs d'écoles primaires peuvent télécharger les programmes d'anglais ainsi que le guide pédagogique via leurs comptes personnels sur la plateforme numérique du ministère de l'Éducation nationale. Les inspecteurs de l'enseignement moyen de l'anglais continuent d'accompagner et de suivre sur le terrain les enseignants chargés de l'enseignement de cette matière dans le primaire. Rappelons que l'enseignement de l'anglais est réparti en une séance et demie par semaine, soit deux séances de 45 minutes chacune. Ces séances sont espacées au cours de la semaine afin d'éviter de les programmer consécutivement aux cours de français, ce qui pourrait créer une confusion chez les élèves. Le programme linguistique et l'approche pédagogique adoptés ont été élaborés par un groupe d'experts en anglais et approuvés par le Conseil National des Programmes. Ils se

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Jeudi 4 avril 2024 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



basent principalement sur l'approche communicative, qui favorise le dialogue, l'écoute et le développement des compétences à l'oral et à l'écrit. Le ministre de l'Éducation nationale annonce la numérisation de l'inscription des élèves en première année primaire. Le ministre de l'Éducation nationale a récemment annoncé la numérisation de l'inscription des élèves âgés de six ans en première année primaire. Ce processus se fera désormais exclusivement via la plateforme numérique du ministère de l'Éducation nationale. Cette plateforme permettra un suivi automatique de la scolarisation des enfants à l'échelle nationale, en s'appuyant sur la base de données du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du renforcement de l'interconnexion entre les différents secteurs.

Lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Médéa, le ministre a rencontré les enseignants en charge des cours de soutien et de révision programmés pendant les vacances de printemps et a observé les conditions de travail dans un collège. Il a également rappelé les différentes mesures prises par l'État pour garantir un environnement scolaire adéquat pour les élèves et le personnel du secteur. Parmi ces mesures, on peut citer la construction d'établissements scolaires et d'infrastructures de soutien, ainsi que la numérisation de plusieurs procédures, comme le système de notification numérique de l'état du chauffage dans les établissements scolaires, qui a permis d'intervenir rapidement pour corriger certains dysfonctionnements.

FINANCES

Installation de Lahouari Rahali à la tête de la BEA

Le ministre des Finances, Laaziz Faïd, a procédé à l'installation de M. Lahouari Rahali en tant que nouveau directeur général de la Banque extérieure d'Algérie (BEA) en remplacement de M. Lazhar Latreche, a indiqué mercredi le ministère dans un communiqué. Lors la cérémonie d'installation, tenue mardi au siège du ministère, M. Faïd a exprimé

ses vœux de succès à M. Rahali dans ses nouvelles fonctions, et a insisté sur "la nécessité de poursuivre les efforts de développement et de modernisation de cette institution et de renforcer son rôle dans le financement de l'économie nationale". Le ministre a appelé également à "accélérer les divers chantiers de modernisation de la BEA afin de répondre aux

besoins changeants de sa clientèle", tout en soulignant "l'importance de l'innovation et de l'adaptation aux nouvelles technologies pour maintenir la BEA à la pointe de l'industrie bancaire". M. Rahali avait occupé divers postes de responsabilité dans le secteur bancaire, dont celui de président du Conseil d'administration de la BEA, selon le communiqué.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Il faut passer au niveau supérieur dans l'organisation de l'industrialisation

La désindustrialisation du pays a débuté en 1986 et s'est poursuivie jusqu'à 2000 ; elle doit inquiéter. Les tentatives de redressement amorcées en 2000 n'ont pas produit les effets souhaités. D'une part, parce l'ouverture tout azimut des importations a annihilé toute velléité de développement industriel, d'autre part, la politique d'investissement orientée sur les facilités comme le modèle des SK-CKD a détourné les acteurs des vraies questions d'investissement. Au final, le secteur industriel contribue faiblement à la richesse nationale (moins de 5% dans le PIB) entre 2000 et 2020. Pourtant, l'industrie est un secteur diffuseur surtout de technologie, avec un effet multiplicateur important et un facteur d'amélioration de la productivité des autres secteurs (agriculture, services, BTPH...). Il est aussi créateur d'emplois sur l'ensemble des niveaux de qualification ; c'est aussi un facteur de modernisation de la société. Au regard de sa taille dans l'économie, l'industrie algérienne accuse un retard par rapport aux pays similaires, producteurs ou non d'hydrocarbures. Enfin, le secteur industriel reste concentré sur des branches à faible et moyenne technologie (OCDE). Pour toutes ces considérations, la relance industrielle constitue un pilier important de la stratégie de diversification économique... Aujourd'hui, il est encore possible de changer la situation en ayant une politique volontariste. Les dernières législations sur la promotion de

l'investissement et sur le foncier industriel sont des atouts majeurs pour redynamiser le secteur et amorcer le processus de ré industrialisation du pays. Cette législation doit être complétée par des orientations stratégiques sur des filières porteuses, comme la transition énergétique et les énergies renouvelables qui sont des opportunités de développement de nouvelles activités industrielles (dans la chimie, l'électronique, la métallurgie...), la modernisation de l'agriculture (mécanisation, fertilisants, système d'irrigation, plasticulture...). On peut aussi utiliser le secteur minier comme un levier structurel d'une industrialisation réfléchie (engrais et phosphate, terres rares dans les énergies renouvelables, en particulier dans l'industrie des batteries et de l'électrolyse...). L'industrie, qui est aujourd'hui au cœur de la transformation structurelle et de la croissance économique, offre de meilleures possibilités d'accumuler du capital, d'exploiter des économies d'échelle, d'acquérir de nouvelles technologies et, plus fondamentalement, de susciter des changements technologiques corporels ou incorporels, plus que les autres secteurs. En plus de la promotion de nouveaux investissements, il y a lieu de rationaliser les installations industrielles en place. Beaucoup d'entreprises industrielles, publiques et privées, ne fonctionnent pas à l'optimum et souvent des capacités installées, pour produire des intrants à l'activité principale,

sont utilisées à des taux très bas, alors que d'autres entreprises, souvent dans la même région ou dans la même zone industrielle continuent à importer ces mêmes intrants. Les stratégies de coopération et de partenariat inter-firmes sont absentes dans la culture industrielle algérienne. La politique impulsée par le Ministère de l'industrie avec l'appui de l'UE vise à organiser ces coopérations dans le cadre de la mise en œuvre de Pôles industriels et de Clusters dans les différentes filières et les différentes régions. Ce n'est qu'à l'optimum de l'utilisation des capacités installées que le bénéfice des économies d'échelle se réalisent et se répercute sur les coûts de production, un facteur de compétitivité. Par expérience successive sur plusieurs filières, les coûts ainsi réduits grâce à la relation « client-fournisseur » crée la compétitivité globale de l'économie nationale. Si on n'optimise pas l'utilisation des capacités installées et chaque industriels va investir dans les mêmes productions d'inputs ou les importer, nous aurons un surinvestissement en capital mais pas d'industrialisation, ni de compétitivité. Il s'agit d'un gaspillage des capacités installées grâce aux avantages accordés par l'État dans sa démarche de promotion de l'investissement. L'État doit intervenir par des incitations ou même par la contrainte, dans le cadre de la nouvelle politique des « Pôles industriels » pour organiser les synergies au moins localement, sur un territoire donné.